



NATIONS UNIES
MALI

.....



Rapport Annuel de Résultats 2023

Cadre de coopération 2020-2024



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

AVANT PROPOS

- ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES AU MALI
- PARTENAIRES CLÉS
- CHAPITRE 1 : PRINCIPAUX AXES DE DEVELOPPEMENT DANS LE CONTEXTE NATIONAL ET RÉGIONAL
- CHAPITRE 2 : SOUTIEN DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT À TRAVERS LE PLAN-CADRE DE COOPÉRATION
 - 2.1. Aperçu des résultats clés du Plan-Cadre de Coopération
 - 2.2. Priorités, réalisations et produits du Plan-Cadre de Coopération
 - 2.3. Partenariats et financement du Programme 2030
 - 2.4. Unis dans l'action : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies
 - 2.5. Évaluations et leçons apprises
 - 2.6. Aperçu financier et mobilisation des ressources
- CHAPITRE 3 : PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES POUR L'ANNÉE À VENIR
- SIGLES ET ABBREVIATIONS
- LISTE DES MINISTÈRES PARTENAIRES

AVANT-PROPOS



La coopération du système des Nations Unies avec le gouvernement du Mali a enregistré des évolutions favorables depuis le début du cycle programmatique 2020-2024 et particulièrement au cours de l'année 2023 grâce au dialogue constant entre le SNU et le gouvernement.

Le comité national conjoint de pilotage du Cadre de coopération de décembre 2023 a noté avec satisfaction les résultats issus de l'évaluation finale du Cadre de coopération et a fait des recommandations fortes visant à optimiser et accélérer la réalisation des objectifs escomptés au cours de la dernière année d'exécution 2024.

Ces recommandations portent sur le renforcement du dispositif de coordination gouvernementale de l'UNSDCF notamment la participation des départements ministériels sectoriels dans les différents groupes de résultats de l'UNSDCF. Il est

également proposé le renforcement des capacités techniques et financières de la Direction de la Coopération Multilatérale dans le rôle d'entité de coordination des interventions des Nations Unies au Mali et du Secrétariat technique du Comité national conjoint de pilotage de l'UNSDCF pour lui permettre d'assurer sa mission de coordination gouvernementale des interventions du SNU au Mali ; le renforcement du suivi-évaluation des activités du Cadre de coopération avec la partie gouvernementale à travers des visites conjointes de terrain.

Nous encourageons toutes les parties prenantes du Cadre de coopération à davantage d'efforts pour tenir les objectifs visés dont les progrès dans la réalisation de l'agenda 2030 au Mali et soulager les populations les plus vulnérables de sorte à assurer que personne ne soit laissée de côté dans le « Malikura » en pleine édification.



NATIONS UNIES
MALI



Abdoulaye DIOP
Ministre des Affaires
Étrangères et de la
Coopération
Internationale
du Mali



ALAIN NOUDEHOU
Coordonnateur
Résident du système
des Nations Unies et
Coordonnateur de
l'action humanitaire
au Mali

Démographie : 22,3 M

Milieu urbain : 30,3%

Milieu rural : 69,7%

H : 50,3%

F : 49,7%

Croissance démographique : 3,3 % par an

**Performances de l'économie**

Croissance économique : 5 % en 2023.

Baisse de la production cotonnière 2022-2023 de 31,7%

Secteur secondaire : 1,9% en 2023 contre 0,8% en 2022

Contraction du tertiaire : 4,8% en 2023 contre 5,0% en 2022

**Exécution budgétaire 2023**

Inflation globale : 2,8 % en 2023 au lieu de 2,5%

Déficit budgétaire : 4,8% au lieu de 5,0%

**Indice de développement humain**

IDH 2023-2024 Mali : 188ème sur 191 pays

Taux d'extrême pauvreté : 44,7% en 2023 contre 45,5% en 2022

**Déplacement forcé des populations**

354 739 personnes en 2023

57% de femmes et 43% d'hommes

58% des enfants de 0 à 17 ans

Une baisse de 67 851 personnes par rapport à 2022

**Education**

Taux brut de scolarisation au primaire en 2023 :

Garçons 83,8%

Filles 79,6%

**Santé**

Taux de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes : 325

Prévalence du VIH chez les 15-49 ans : Total 0,9%, dont 1,2% chez les femmes et 0,6% chez les hommes

Prévalence du retard de croissance des enfants de moins de 5 ans : Garçons 25%. Filles 17,9%

**Sécurité alimentaire et nutritionnelle**

Population sous pression : 2 830 472 de personnes

Population en phase de crise : 699 448 de personnes

Population en phase d'urgence : 15 962 de personnes

**Taux de pression fiscale**

14,8% du PIB en 2023 contre 14,0 % en 2022



En 2023, le contexte de mise en œuvre du Cadre de coopération est caractérisé par une insécurité volatile, la poursuite de la mise en œuvre des réformes politiques et institutionnelles ayant abouti à l'organisation du référendum Constitutionnel du 18 juin 2023 consacrant l'entrée du Mali dans la 4e République et le réaménagement du calendrier électoral. Le gouvernement du Mali a réitéré au cours de l'année 2023 les trois principes qui fondent ses relations de coopération dans le cadre de la refondation de l'Etat à savoir : (i) le respect de la souveraineté du Mali, (ii) le respect des choix stratégiques et des choix de partenaires opérés par le Mali et (iii) la défense des intérêts du peuple malien dans les prises de décisions.

Sur le plan politique, il a été relevé un statu quo dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation d'Alger et la reconquête de l'ensemble du territoire dont la région du Kidal par le gouvernement. On note également d'importantes réformes relatives à l'organisation administrative et territoriale avec le vote de différentes lois instituant désormais 19 régions et 1 district, contre 11 régions et 1 district auparavant.

L'année 2023 reste marquée aussi par l'attentisme de certains donateurs dans les décaissements financiers et le retrait d'autres partenaires affectant ainsi à plusieurs niveaux les interventions du Système des Nations Unies. A cela s'ajoute la résolution 2690 du conseil de sécurité décidant du retrait de la MINUSMA à la demande du gouvernement de la

République du Mali, ce qui a induit de forts impacts potentiels sur les opérations des agences, fonds et programmes dans le pays. Le gouvernement a aussi, sur la période, engagé des études prospectives de développement par notamment le lancement du processus de la nouvelle Vision 2063 du Mali.

Le contexte géopolitique de la région du sahel central a connu une forte mutation avec le changement institutionnel au Niger, les sanctions de la CEDEAO contre ce pays, la création de l'Alliance des Etats du Sahel ayant pour objectif de mutualiser les capacités militaires et économiques des trois Etats du Burkina Faso, du Mali et du Niger pour mieux lutter contre le terrorisme et assurer l'indépendance économique et l'intégrité des États. La géopolitique mondiale reste

elle marquée par la guerre en Ukraine, en Palestine et les effets indirects de la pandémie de la Covid-19.

Des progrès importants ont été signalés en ce qui concerne les ODDs portant sur l'eau potable et l'assainissement, mais l'accès aux services sociaux de base, reste en général un défi surtout dans les domaines de l'éducation et de la santé. Il subsiste des inégalités de genre importantes illustrées entre autres par la sous-représentation des femmes dans les instances politiques de décision et les VSBG contre les femmes et les filles. La couverture en protection sociale au Mali reste moins universelle pour tous, laissant de côté surtout les enfants, les pauvres et les chômeurs constitués en majorité des jeunes de moins de 25 ans.

SOUTIEN DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES
AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT
À TRAVERS LE PLAN-CADRE DE COOPÉRATION

2.1. Aperçu des résultats clés du Plan-Cadre de Coopération

AXE 1

Gouvernance efficace et redevable
pour une société en paix, juste et
inclusive

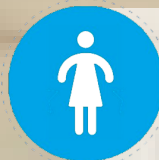


En 2023, les interventions des Nations Unies menées dans cet Axe Stratégique ont permis de renforcer la gouvernance démocratique, d'accompagner les réformes institutionnelles et les processus électoraux en cours au Mali ; de renforcer la justice et l'état de droit pour les populations notamment les réfugiés, les déplacés, les apatrides, les migrants, les femmes et les enfants ; de promouvoir un cadre propice pour la paix et la cohésion sociale notamment dans les zones nord, du centre et

parmi les communautés frontalières affectées par les conflits ; d'accompagner l'Etat dans le développement de sa stratégie nationale de prévention et de lutte contre la corruption. Suivant les indicateurs d'effets renseignés sur la proportion de sièges occupés par les femmes dans les institutions et sur la gouvernance et l'état de droit, il est noté une évolution des femmes aux fonctions nominatives et électives, un recul sur l'état de droit selon l'indice Mo Ibrahim entre 2021 et 2023.



Gouvernement de transition :
23,07 % de femmes en 2023



Conseil National de la Transition (CNT) :
autour de 26,7% en 2022



Gouverneurs : 5% de femmes



Autorité Indépendante de Gestion des Elec-
tions (AIGE) : 26% de femmes
en 2023



85% de la population font confiance à la
capacité et à la volonté de l'Etat à ren-
forcer la paix et la cohésion sociale



35,4% connaissent les mécanismes éta-
tiques de gestion des conflits



L'indice Mo Ibrahim sur l'Etat de Droit
:plus de 43% entre 2021-2022.

AXE 2

Croissance inclusive, résilience et durabilité environnementale



Sur cet Axe stratégique, le SNU a contribué au renforcement des moyens d'existence des ménages vulnérables, des petits producteurs, des femmes et des jeunes grâce au développement des chaînes de valeurs agro-sylvo-pastorales et au renforcement de la compétitivité des entreprises maliennes notamment celles appartenant à des femmes et des jeunes et au renforcement de la résilience des communautés, des institutions nationales et locales face au changement climatique.

Les principaux indicateurs d'effets

renseignés indiquent 44,7% du taux d'extrême pauvreté en 2023. Le nombre de personnes en insécurité alimentaire ou à risque est de 3 545 882 en 2023. En ce qui concerne l'environnement, près de 37% de commune ont intégré la dimension environnementale et le changement climatique dans leur PDSEC (plan de développement économique social et culturel) et quant à la part de l'énergie renouvelable dans le bilan énergétique, elle se situe autour de 13%.



Proportion de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté 45,5% en 2022



Le nombre de personnes en insécurité alimentaire ou à risque : 3 545 882 en 2023



Près de 37 % de commune ont intégré la dimension environnementale et les changements climatiques dans leur PDSEC



Part des énergies renouvelables dans le bilan énergétique : autour de 13% en 2023



Les Nations Unies ont contribué à l'amélioration de l'offre de services de santé pour les populations, au renforcement des soins maternels, infantiles et en santé de la reproduction. De plus, avec le soutien du SNU, l'accès à l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et à la formation professionnelle a été amélioré et aux autres services sociaux de base notamment l'accès de la population à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement et à la protection sociale.

Suivant les principaux indicateurs d'effets renseignés, le taux brut de

scolarisation au primaire a connu une légère augmentation passant de 79,6% en 2022 à 81,7% en 2023 selon le Rapport de Suivi des Indicateurs du Système Educatif. Le taux de mortalité maternelle reste stagné à 325 pour 100 000 naissances vivantes. Quant au VIH/SIDA les tendances des nouvelles infections et des décès dus au Sida montrent une baisse de respectivement -24% et -16% sur la période 2010-2022. La prévalence du retard de croissance des enfants de moins de 5 ans est en amélioration passant de (25,5% G, F 18,8%) en 2022 à (G 25%, F 17,9%) en 2023.



Taux brut de scolarisation au primaire en 2023 : Garçons 83,8%. Filles 79,6%.

Taux de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes : 325

Prévalence du retard de croissance des enfants de moins de 5 ans (G 25%, F 17,9%)

Tendance des nouvelles infections à VIH et des décès dus au Sida montrent une baisse de respectivement -24% et -16% sur la période 2010-2022.

PRIORITES NATIONALES DE DEVELOPPEMENT	PRIORITES STRATEGIQUES DES NATIONS UNIES AU MALI	ODD
<p>Axe stratégique 1. Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance</p> <p>Axe stratégique 2 : Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble</p>	<p>AXE STRATEGIQUE 1 : Gouvernance efficace et redevable pour une société en paix, juste et inclusive</p>	
<p>Axe stratégique 3 : Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie</p> <p>Axe stratégique 4 : Protection de l'environnement et renforcement de la résilience au changement climatique</p>	<p>AXE STRATEGIQUE 2 : Croissance inclusive, résiliente, et durabilité environnementale</p>	
<p>Axe stratégique 5 : Développement du capital humain</p>	<p>AXE STRATEGIQUE 3 : Services sociaux de base accessibles, de qualité, et protection sociale inclusive</p>	

2.2. Priorités, réalisations et produits du Plan-Cadre de Coopération

En 2023, l'Equipe de pays des Nations Unies au Mali a mobilisé un montant de 488 951 585 USD dont 555 891 462 USD de budget prévisionnel et 376 905 833 USD ont été dépensés, soit un taux d'exécution de 77%, pour réaliser les activités des plans de travail conjoints des 18 entités des Nations Unies qui sont sous le Plan cadre de coopération.

Les activités mises en œuvre ont couvert

tous les trois Axes Stratégiques de l'UNSDCF Mali 2020-2024 à savoir : l'Axe 1 Gouvernance efficace et redevable pour une société en paix, juste et inclusive, l'Axe 2 Croissance inclusive, résilience, et durabilité environnementale et l'AXE 3 Services sociaux de base accessibles, de qualité et protection sociale inclusive.

AXE STRATEGIQUE

1 Gouvernance efficace et redevable pour une société en paix, juste et inclusive

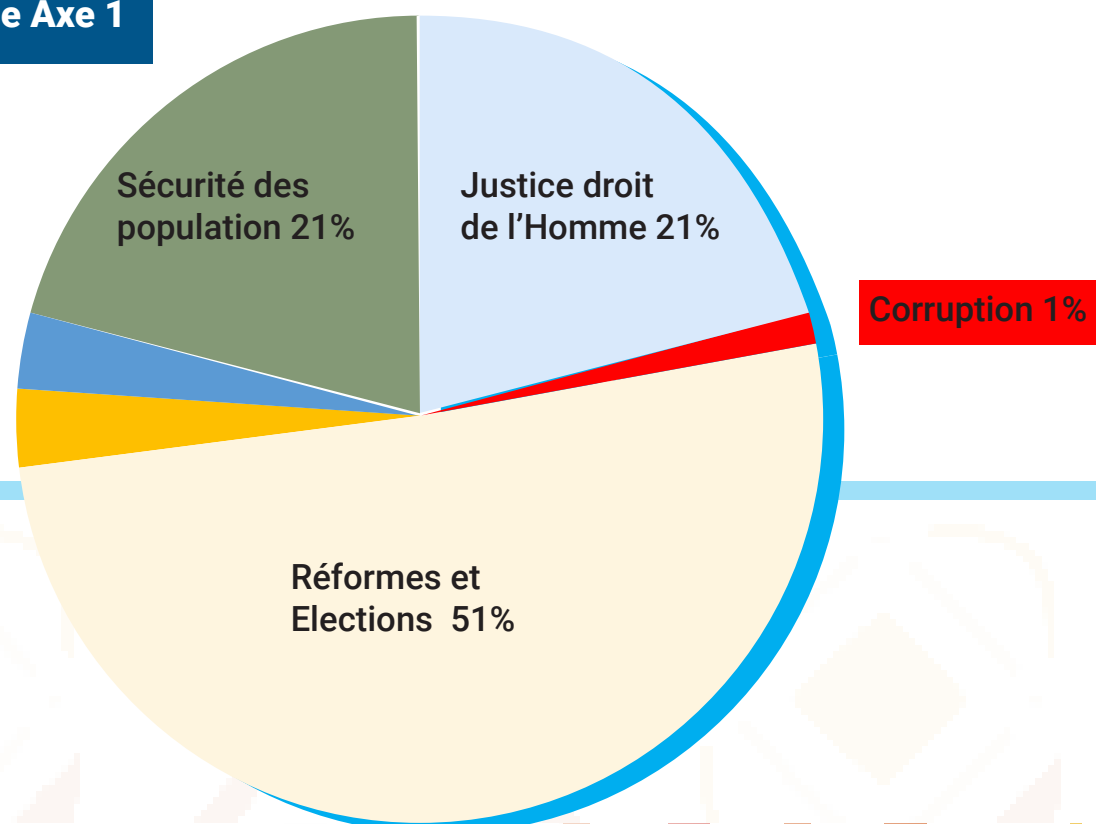
16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES



Effet 1.1 : D'ici 2024, les populations vivent dans un état de droit, un environnement de paix et de redevabilité grâce à des institutions publiques fortes, des médias et une société civile exerçant leurs rôles et responsabilités pour une gouvernance efficace et inclusive

Effet 1.2 : D'ici 2024, les populations sont résilientes face aux conflits, vivent réconciliées et en harmonie dans un environnement de paix, sécurisé et respectueux des Droits de l'Homme et des traditions culturelles positives.

Budget par thématique Axe 1



QUELQUES RESULTATS CLES



L'amélioration de l'expertise électorale grâce au renforcement des capacités de 5 700 membres de coordination, commissaires et personnels de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE)



Plus de 3 millions de personnes touchées par les campagnes de sensibilisation lors de la Révision Annuelle des Listes Électorales (RALE).



Amélioration de la sécurité dans 8 cercles du pays grâce à la construction et la réhabilitation de 14 infrastructures de sécurité (commissariat de police, brigade de gendarmerie) et à l'opérationnalisation de 27 comités consultatifs de sécurité régionaux et communaux.



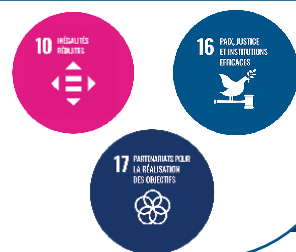
Plus de 400 000 électeurs ont pu identifier leur bureau de vote lors du referendum constitutionnel grâce à un dispositif SMS soutenu par les Nations Unies.



La résolution pacifique et durable de près de 240 conflits communautaires avec le soutien des Nations Unies.

Pour aider les populations à vivre dans un état de droit, un environnement de paix et de redevabilité, l'appui des Nations Unies au Mali a porté entre autres sur le renforcement des capacités techniques des acteurs étatiques et non étatiques du secteur de la justice et des droits de l'homme, l'appui au gouvernement pour finaliser la réorganisation territoriale, améliorer les conditions de vies et les droits des personnes déplacées internes, des rapatriés, des migrants et des apatrides.





Les interventions des Nations Unies en 2023 dans le secteur de la justice et sur la promotion de l'État de droit ont permis de renforcer la qualité des services judiciaires et pénitentiaires, d'étendre la couverture territoriale des services juridiques des organismes de protection et de surveillance des droits de l'homme, notamment dans les zones du centre du pays où le problème sécuritaire avait rétréci l'offre de service de base à la population. Le soutien du SNU a contribué à faciliter l'accès à la justice aux citoyens et d'améliorer l'offre de services juridiques pour les populations. Selon le rapport de l'enquête de perception conduite par l'Institut des Sciences Humaines (ISH) en mai 2023, 11% de la population disent avoir fait recours à la justice parmi lesquelles 84% déclarent avoir été satisfaits. En revanche, la confiance à la justice atteint 50% ce qui est légèrement en baisse par rapport au niveau de base (55%).

La protection des droits des personnes vulnérables comme les réfugiés, les personnes déplacées internes, les migrants, les personnes apatrides et les victimes de l'esclavage par ascendance, a été substantiellement renforcée. Ces résultats ont pu être atteints à la suite de l'opérationnalisation de 5 antennes supplémentaires de la Commission Nationale des droits de l'Homme (CNDH) au niveau régional et la formation de 138 de ses relais ; la réhabilitation et la construction de 12 infrastructures de justice, de tribunaux d'instance et d'établissements pénitentiaires ; la formation de 323 (66 femmes) personnels de justice et parajuristes respectivement sur le management judiciaire, l'état civil et les modes alternatifs de règlement des litiges. Aussi, en 2023 l'aide juridictionnelle des Nations Unies a touché 94 détenus provisoires et survivantes des VBG conduisant à la libération de 9 détenus, portant ainsi le nombre de bénéficiaires de l'aide juridictionnelle à 421 entre 2022 et 2023.



Inclusion sociale et économique des réfugiés, des migrants de retour, des personnes déplacées internes et des apatrides



Au-delà de la protection des droits de ces personnes, les Nations Unies ont permis à ces groupes vulnérables et leurs communautés hôtes d'améliorer leurs conditions de vie et d'accès aux services sociaux de base, notamment l'accès à la santé et l'éducation pour plus de 200 enfants

des réfugiés, à l'eau, l'hygiène et assainissement, la réhabilitation et la construction d'abris, le transfert monétaire et la distribution de produits alimentaires et nutritionnels touchant ainsi près de 321 000 personnes dont plus de 165 600 femmes en 2023.



144 points d'adduction d'eau supplémentaires et 16 latrines en 2023 sur les sites des déplacés internes de Bamako et de Tombouctou



La distribution de 550 jugements supplétifs



La construction d'un centre d'accueil pour migrant à Gao d'une capacité de 80 lits



Près de 7 400 personnes déplacées internes (PDI) dont plus de 4 200 femmes ont bénéficié des kits d'abris d'urgence et de biens non alimentaires

Lutte contre la corruption, la délinquance économique et financière



Dans le cadre de la lutte contre la corruption et la délinquance économique et financière, le Mali a renforcé son cadre normatif à travers les modifications du Code pénal et du Code de procédure pénale. L'appui des Nations Unies a permis au Gouvernement de développer une stratégie nationale de prévention et de lutte contre la corruption qui a été adoptée en Conseil des ministres en septembre 2023 et de renforcer les capacités de 35 agents de services judiciaires dont 10 femmes sur l'éthique et la déontologie judiciaire. Aussi, avec le soutien du SNU, la DNAPES a pu se doter d'un plan d'atténuation de

risque de corruption et d'un cadre légal interne d'opérationnalisation de comité de prévention en vue de lutter contre la corruption en milieu carcéral. La Société civile a également été renforcée sur le monitoring des violations des droits de l'homme, la lutte contre la corruption et les lanceurs d'alerte, conduisant à la formation de 50 leaders de la société civile dont 26 femmes et de couvrir l'ensemble du territoire avec 14 experts des équipes de vérification et 43 points focaux de traitement des cas de corruption. Ces efforts ont abouti à plus de 1 600 dénonciations dont 980 ont déjà été traitées.

Appui aux Réformes institutionnelles et aux Élections au Mali



Le partenariat renforcé entre les Nations Unies et le Mali ont permis en 2023 d'accompagner les réformes institutionnelles entreprises et le processus électoral en cours au Mali, se traduisant par l'adoption d'une nouvelle constitution validée par referendum et la finalisation de la réorganisation territoriale. Le soutien des Nations Unies a permis de rehausser l'expertise électorale des organes en charge des élections en renforçant les capacités de 5 700 membres de coordination, commissaires et personnels de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE) et de 3 000 acteurs du processus électoral sur la nouvelle loi électorale et le projet de Constitution ainsi que la dotation en matériels logistiques. Aussi, le plaidoyer en faveur des femmes a permis l'adoption d'une feuille de route pour l'intégration de la dimension genre dans les processus électoraux.

Plus de 3 millions de personnes ont été sensibilisées lors de la Révision Annuelle des Listes Électorales (RALE) et la remise des cartes nationales d'identité biométriques sécurisées ainsi que plus de 4 millions de personnes lors du referendum constitutionnel.

Un autre résultat significatif obtenu avec l'appui des Nations Unies est la mise en place d'un dispositif SMS qui a permis à plus de 400 000 électeurs d'identifier leur bureau de vote lors du referendum constitutionnel, la production et l'acheminement par le Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation (MATD) des documents et imprimés dans toutes les régions et les 49 missions diplomatiques et consulaires du Mali à l'étranger.



L'augmentation de la participation des femmes au processus électoral grâce à la formation et la sensibilisation de plus de 21 000 femmes,



Appropriation de la nouvelle constitution grâce à la production et à la vulgarisation de 30 000 exemplaires du projet de Constitution et de plus de 20 000 cartes administratives



Remise de 6 000 urnes, 20 véhicules, 320 ordinateurs et matériels informatiques à l'AIGE, au MATD et à la Cour Constitutionnelle en vue d'améliorer la logistique électorale



En vue de renforcer la transparence du scrutin, l'UNCT a apporté un appui à la mise en place et au fonctionnement du Centre des Médias et de l'information électorale pendant la période référendaire, ce qui a contribué à la remontée, au traitement et à la publication des résultats des scrutins par bureau de vote.



Statistiques fiables pour planifier, budgétiser, suivre et évaluer les politiques publiques



Avec le soutien du SNU le Mali a réalisé le Recensement Général de la population (RGPH5). Le traitement et l'analyse des données se poursuivent et un partenariat entre les Nations Unies et la Direction nationale de la Population (DNP) a permis au Mali de réaliser son Bilan ICPD+30 et de donner une régularité dans la production des rapports annuels de suivi du Dividende démographique. Le SNU a réalisé six études sur les dynamiques migratoires, permettant au gouvernement et les acteurs humanitaires de disposer des données pour une meilleure planification des interventions. Aussi, l'Enquête Démographique et de Santé 2023 est en cours d'exécution, de même que l'enquête SMART 2023 et l'Indice de Pauvreté Communale 2022.

Le SNU a renforcé les capacités de 52 parlementaires du Conseil National de la Transition, des services techniques et des conseils régionaux et communaux de dix-sept (17) collectivités territoriales du district de Bamako, des régions de Ségou, Dioïla, Koulikoro, Kayes, Kita, Nioro, Sikasso, Koutiala, Bougouni, Mopti,

Bandiagara, San, Tombouctou, Gao, Ménaka, et Kidal sur la Planification et la Budgétisation sensible au Genre. Cet appui des Nations-Unies a renforcé les capacités des organisations de la société civile (OSC) de ces dix-sept collectivités territoriales en Participation Citoyenne et en Contrôle Citoyen de l'Action Publique, avec une emphase particulière sur la perspective de genre, afin de promouvoir une gouvernance locale inclusive, participative et vertueuse.

L'appui des Nations-Unies a également permis d'assurer une gestion efficace des systèmes d'informations sectorielles de routine (bases de données, annuaire statistique etc.). De plus, 4 collectivités territoriales ont pu développer une expertise dans l'évaluation des impacts environnementaux, leur permettant désormais d'identifier les risques environnementaux, de proposer des solutions innovantes pour les atténuer et d'intégrer les préoccupations environnementales dans leurs initiatives.

Prévention et gestion des conflits communautaires



Le Mali a connu une crise multidimensionnelle depuis 2012 qui a fini par entraîner une résurgence des conflits communautaires entre les populations qui ont longtemps vécu en symbiose. Le centre du pays était jusqu' en 2022-2023 en proie à des violences récurrentes qui se manifestaient par des attaques de villages ou campements, des blocus sur certains villages et des violations des droits humains. Le gouvernement du Mali en a fait une priorité centrale la question de la sécurisation des populations et de leurs biens.

Dans le souci d'aider les autorités maliennes pour le retour de la paix, de la cohésion sociale et du vivre ensemble, les Nations Unies ont engagé plusieurs initiatives de médiation communautaire, de prévention et gestion des conflits en se reposant sur les mécanismes locaux, les autorités administratives et municipales et les Ministères chargés de la Réconciliation Nationale et celui des affaires religieuses du culte et de coutume.

Ces initiatives ont abouti à la mise en place des mécanismes communautaires fonctionnels et inclusifs de gestion des conflits dans 35 communes en 2023, à la résolution pacifique et durable de près de 240 des conflits récurrents dans ces zones, au renforcement de la cohésion sociale entre les communautés, de la résilience économique des populations et de la confiance mutuelle entre les communautés et les Forces de Défenses et de Sécurité. Ces résultats et changements ont pu être obtenus grâce à la réalisation de 11 infrastructures communautaires, de 10 micro-projets en lien avec les activités de lutte antimines et aux actions de renforcement de capacité technique, matérielle et des activités de sensibilisation ayant touché près de 8 000 personnes dont 67% de femmes et jeunes comprenant les membres des Commissions foncières (CoFo), les autorités administratives, et communales, les Forces de Défense et de Sécurité (FDS), les communautés frontalières et les migrants.

Sécurité des populations et libre circulation des personnes et des biens



Le SNU a réalisé plusieurs initiatives en 2023, notamment la construction et la réhabilitation de 14 infrastructures de sécurité (commissariat de police, brigade de gendarmerie), la mise en place et l'opérationnalisation de 27 comités consultatifs de sécurité régionaux et communaux, ce qui a contribué à améliorer la sécurité dans 8 cercles du pays. Les investissements des Nations Unies ont également visé les renforcements de capacités, touchant plus de 1000 agents (144 femmes) composés des forces de défense et sécurité malienne (FDSM) et de la police nationale sur la gestion du risque explosif, des armes et des munitions et la gestion des cas de VBG. Ces appuis techniques ont permis de mettre les populations à l'abri des menaces explosives, de limiter

la prolifération des armes légères et de petit calibre et faciliter la libre circulation des personnes et des biens dans les zones ciblées. D'autres interventions comme l'installation du système MIDAS à des points de passage frontalier ont contribué à la sécurité des populations sur tout le territoire, en particulier dans le Centre et le Nord du pays. La confiance de la population vis-à-vis des forces de sécurité s'est nettement améliorée avec 60% pour la police, 82% pour la gendarmerie, 91% pour les Forces armées maliennes. Toutefois, le recours aux services de sécurité reste relativement faible au cours des 6 derniers mois avec seulement 13,4%, parmi lesquelles 62% déclarent être satisfait de la réponse apportée.



Reduction des risques sécuritaires la nuit pour plus de 5 000 ménages grâce à l'installation par les Nations Unies de 420 lampadaires solaires.



Le retour volontaire de 6 442 migrants dont 5 534 migrants maliens avec le soutien des Nations Unies.

Principaux défis

Risque d'un recul de l'efficacité de la mise en œuvre du CF par le retrait de la MINUSMA

L'accès à certaines zones dans le Nord et le Centre du pays demeure un défi en raison de l'insécurité

L'attentisme et le retrait de certains bailleurs

AXE STRATEGIQUE

2

Croissance inclusive, résiliente, et durabilité environnementale

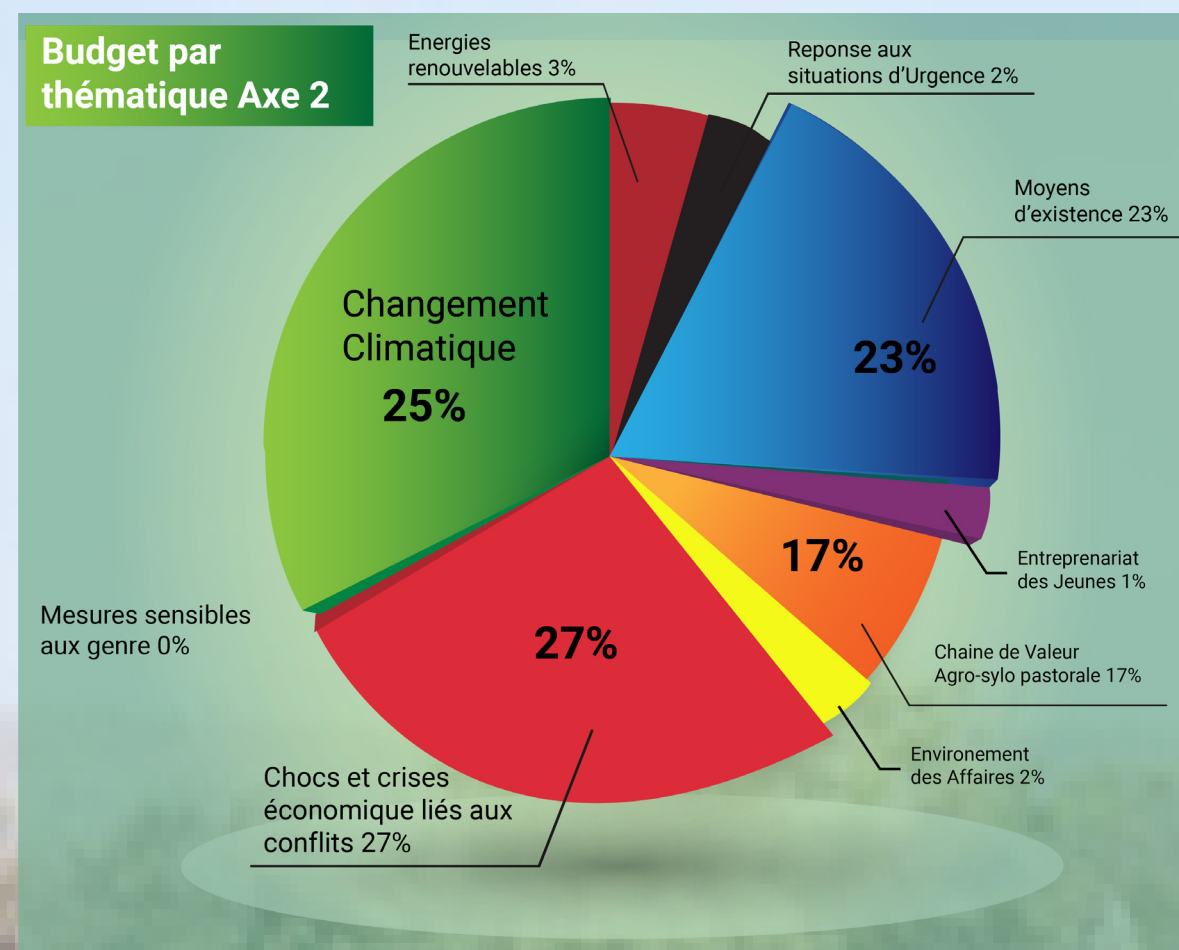
3 BONNE SANTÉ ET BIEN ÊTRE



Effet 2.1 :D'ici 2024, les populations maliennes, particulièrement les plus vulnérables, participent à l'économie et bénéficient des fruits d'une croissance forte, inclusive, résiliente et créatrice d'emplois décents\

Effet 2.2 :D'ici 2024, les communautés gèrent de façon durable et équitable les ressources naturelles et l'environnement et sont plus résilientes aux effets néfastes des changements climatiques

Quelques résultats clés



37 planifications communautaires participatives (PCP) ont permis à 20 communes de disposer de mécanismes de planification et de gestions des conflits liés aux ressources naturelles.



Plus de 161 700 producteurs agricoles utilisent des techniques innovantes et résilientes de maîtrise d'eau et de gestion durable des terres.



200 villages ont bénéficié d'installation d'énergie propre permettant d'augmenter les revenus et améliorer les conditions de vie de plus 12 700 personnes grâce à des activités économiques et une source d'énergie à moindre coût.

Renforcement des moyens d'existence



Le SNU a poursuivi son appui aux populations vulnérables, en particulier les jeunes, les femmes, les réfugiés et les personnes déplacées internes (PDI) en vue de renforcer leurs compétences et capacités techniques, matérielles et financières pour générer des revenus. Ainsi, en 2023 près de 22 000 personnes vulnérables ont augmenté leurs revenus et amélioré leurs conditions de vie soit 40% de plus qu'en 2022. Cela s'est réalisé à travers le développement des AGRs notamment la production maraichère, la pisciculture, l'aviculture, la mobilisation de fonds sociaux par des associations d'épargne et de crédit et l'insertion

professionnelle dans les métiers comme la menuiserie, la vitrerie et la maçonnerie. La mise en place de mécanisme de transferts sociaux pour la création d'actifs a permis de renforcer et de sécuriser les moyens d'existences de plus de 375 700 personnes dont 52% de femmes soit plus de 43% de personnes atteintes qu'en 2022. Dans le cadre de la relance post Covid 19, les initiatives des Nations Unies ont permis d'améliorer également les moyens d'existence de 6300 personnes (dont 2100 hommes, 1400 femmes, 2150 jeunes et 650 handicaps.)

Entreprenariat des Jeunes

Les Nations Unies ont poursuivi en 2023 leur stratégie de promotion de l'entreprenariat des jeunes en se focalisant sur leur formation en gestion et stratégie commerciale, et leur encadrement par le coaching de proximité et en les mettant sous le mentorat des experts de la diaspora malienne bénéficiant ainsi à plus de 1100 jeunes. Ces appuis ont permis de renforcer la viabilité économique des entreprises jeunes, de les rendre plus durables, créatrices d'emplois et leur faciliter l'accès au financement.



Plus de 500 Jeunes entrepreneurs dont 34,4% de femmes ont eu accès au financement avec l'appui des Nations Unies.

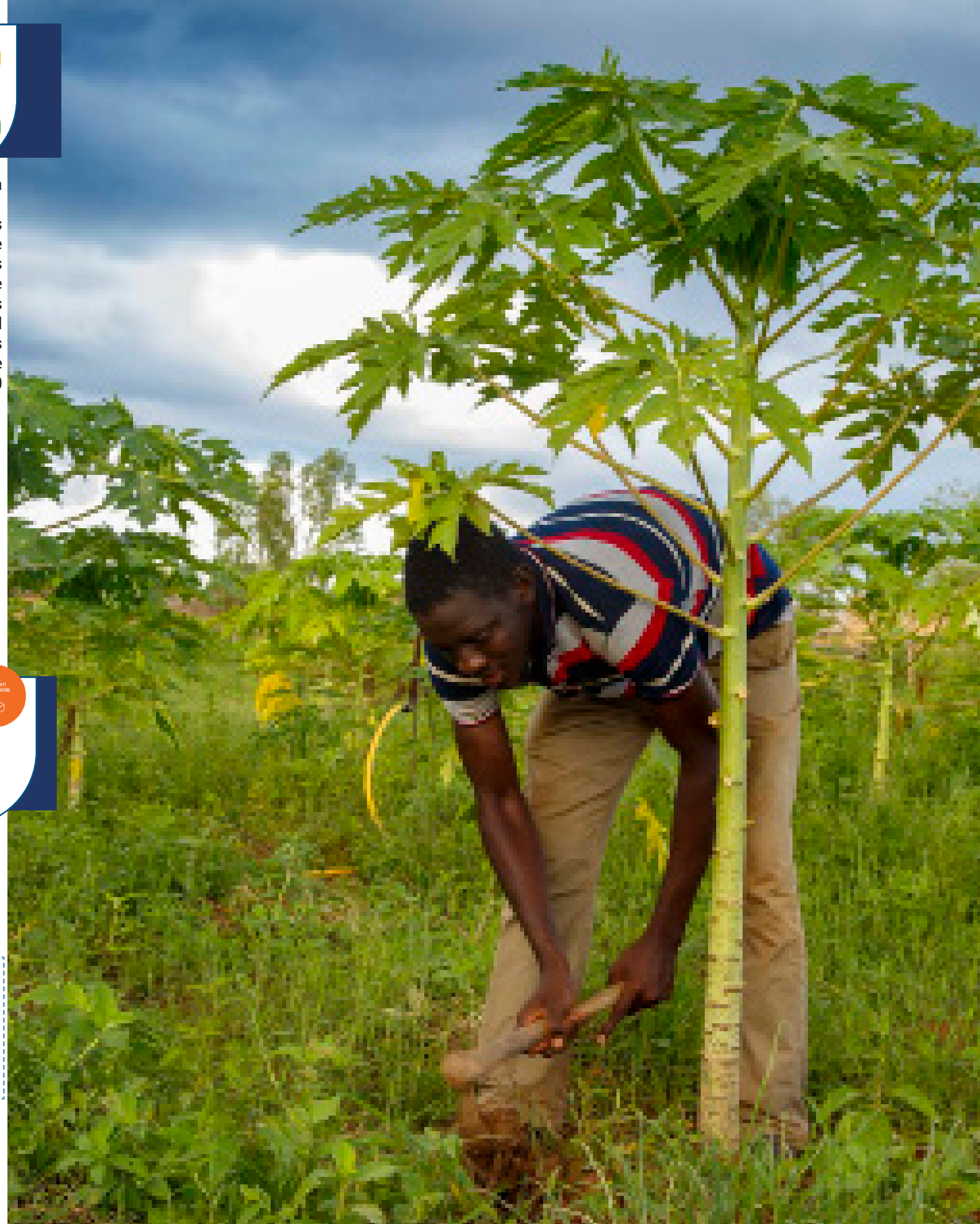
Développement des Chaines de valeur agro-sylvo-pastorales sensibles à la nutrition



En 2023, les Nations Unies ont permis d'améliorer les connaissances des institutions nationales, du secteur privé et des communautés sur les techniques et technologies pour le Développement des Chaines de valeur agro-sylvo-pastorales. Ces initiatives ont permis d'améliorer les conditions de vie de près de 1 400 000 personnes grâce à un paquet diversifié d'activités de résilience économique dans le maraichage et l'agroforesterie ; d'augmenter la production, et de réduire les pertes postes récoltes de plus de 153 500 petits producteurs et d'améliorer les conditions alimentaires et nutritionnelles des communautés. Ces résultats ont pu être obtenus à travers les renforcements de capacités des agriculteurs, la construction d'adductions d'eau soit 19 pour ce domaine en 2023 et de micro barrage, la distribution de semences améliorées, la construction d'unités de transformation et de conservation soit 25 unités en 2023, les initiatives d'empoissonnement de marres et surtout la restauration et la régénération des terres à des fins agricoles, de pâturage ou comme forêts classées touchant plus de 8 200 hectares cette année.



224 684 d'Agriculteurs (dont 134 874 femmes et jeunes) ont renforcé leurs moyens d'existences grâce à leur formation sur l'utilisation des technologies agricoles



Amélioration de l'environnement des affaires



Le Soutien des Nations Unies a contribué à l'amélioration du climat des affaires, des capacités d'organisation et d'innovation des structures publiques et de compétitivité du secteur privé et l'accès au financement des PME, surtout celles détenues par les femmes et les jeunes. Les initiatives menées par les Nations Unies ont permis en 2023 d'appuyer 290 institutions publiques et privées pour soutenir les réformes de l'environnement des affaires contre 176 en 2022 soit 39% de plus. Dans le cadre du développement des PME (petite et moyenne entreprise) 120 entreprises féminines ont été appuyées dans leur processus de formalisation et d'accès aux services de développement, aboutissant à 17 nouveaux contrats de marchés publics pour 30 des entreprises détenues par des femmes. Pour renforcer la compétitivité des entreprises maliennes, un appui a été apporté à la mise en place en cours du système national de codes-barres en vue d'améliorer l'accès des entreprises maliennes aux marchés internationaux.

L'appui du SNU a également permis de maintenir l'opérationnalité du système national de suivi-évaluation intégrant les ODDs, de soutenir le processus d'élaboration de la Vision 2063 et de la nouvelle stratégie de développement à moyen terme du Mali.

On note la validation d'un nouveau rapport national sur le développement humain (RNDH 2023), ayant permis de mettre à disposition des décideurs et partenaires au développement de nouvelles informations contextualisées et scientifiquement valides.



100 jeunes filles âgées de 17 à 25 se sont engagées dans les professions numériques après leur formation en programmation informatique et leur dotation avec 100 ordinateurs



Près de 12 700 ménages vulnérables ont bénéficié de transferts monétaires pour les activités génératrices de revenus et le cash for work

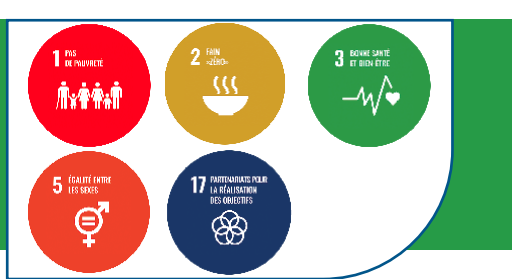


10 entreprises notamment féminines ont augmenté leur chiffre d'affaires avec le soutien des Nations Unies



120 entreprises féminines ont été appuyées dans leur processus de formalisation et d'accès aux services de développement.

Renforcement des institutions et des communautés face aux chocs et crises économiques liés aux conflits



Les conflits intercommunautaires récurrents au Mali depuis plus d'une décennie ont exposé les communautés aux chocs économiques, ont créé un besoin criard de renforcement des capacités des institutions et des communautés pour faire la prévention et la gestion de ces conflits. Les Nations Unies ont renforcé les communautés exposées aux chocs et leur capacité de résilience économique. Cela s'est réalisé en reconstituant leur système de production Agricole et de gestion d'eau, dont plus de 6 400 hectares de terres agro sylvo- pastorales traitées, 13 312 ml de digues réalisées pour la collecte des eaux de crue, la réalisation de 70 forages. Aussi, 16 infrastructures de stockage et de conservation ont été mises en place pour les groupements de femmes et de jeunes soit 11 de plus qu'en 2022. Ces réalisations

ont permis à plus de 368 500 personnes dont 30% de femmes de renforcer leur capacité économique à travers les productions maraichères, piscicoles et les activités pastorales. L'appui du SNU a également permis aux communautés et aux institutions de réaliser 37 planifications participatives communautaires permettant à 20 communes de disposer de mécanismes de planification et de gestion des conflits liés aux ressources naturelles. Toujours dans le cadre du renforcement des communautés face aux chocs et crises économiques liés aux conflits, l'appui du SNU a permis à plus de 338 000 individus de répondre à leurs besoins en matière de nutrition, d'éducation et d'aide d'urgence à travers des distributions en espèce.

Renforcement des autorités et acteurs nationaux dans la conception, mise en œuvre et du suivi et évaluation de mesures sensibles au genre



L'appui des Nations Unies a permis de renforcer les autorités contractantes et les conseillers techniques de 19 ministères clés et d'engager les échanges avec l'ARMDS pour intégrer la dimension de genre et faciliter le processus de réforme du décret sur l'accès aux marchés publics. Le soutien des Nations Unies au ministère de l'entrepreneuriat national, de l'emploi et de la formation professionnelle a également porté sur l'élaboration de la stratégie nationale pour le développement de l'entrepreneuriat national qui tient compte de la dimension de genre. Aussi, trois (3) institutions de la République : le Conseil National de la Transition (CNT), le Haut Conseil des Collectivités Territoriales (HCCT) et du Conseil Economique, Social, Culturel et Humanitaire, six (6) superstructures et les cadres supérieurs de 26 directions ont été dotés de nouvelles compétences sur l'intégration de la dimension de genre dans les politiques et programmes nationaux et sectoriels. Aussi un processus de dialogue politique est engagé

entre les Nations Unies et l'Observatoire national du Dividende Démographique (ONDD) pour la mesure et la reconnaissance du travail domestique et des soins non rémunérés avec l'élaboration d'une feuille de route pour une prise en compte de l'économie des soins dans les politiques et programmes nationaux de même que l'adoption de mécanismes et de réformes favorisant un allègement du poids des travaux domestiques non rémunérés et une participation plus accrue des femmes à la création de richesse. Ce processus d'appropriation nationale et de communication auprès des décideurs politiques implique plus de 54 représentants de structures techniques, de la société civile et de partenaires, et prend appui sur des données probantes, y compris les comptes nationaux de transfert du temps (National Time Transfer Accounts) mises à disposition avec la participation des experts nationaux et des chercheurs.

Renforcement des institutions nationales, locales et les communautés face aux effets négatifs du changement climatique et des catastrophes naturelles



En 2023 les Nations Unies ont mis en place 10 projets dans le cadre de la résilience des communautés face aux effets négatifs du changement climatique. Ce qui a permis de renforcer les capacités de résilience économique de plus de 28 000 personnes dont 12 640 femmes grâce à la réalisation des ouvrages communautaires résilientes, soit près de 1 900 hectares en 2023, répartis entre les terres agricoles restaurés et reboisés, la réalisation des mares, des étangs piscicoles et des aires pastorales etc. Aussi, les investissements des Nations Unies ont contribué à transformer les conditions de développement des communautés vers la durabilité. Cela

comprend la promotion de pratiques agricoles durables, la protection des écosystèmes locaux et la création d'emplois verts, créant ainsi des conditions propices à un développement durable et résilient face au changement climatique. C'est dans cette optique que plus de 161 700 producteurs agricoles soit 24% de plus qu'en 2022 utilisent des techniques innovantes et résilientes de maîtrise d'eau et de gestion durable des terres et 07 communes supplémentaires disposent de mécanismes de gestion des catastrophes opérationnalisés (plans de contingences).



Plus de 22 000 personnes ont pu réduire leurs coûts d'abreuvement des animaux grâce à l'aménagement de 58 hectares de zones pastorales ;



Elaboration de 5 schémas directeurs d'aménagement des espaces pastoraux qui prennent désormais en compte les besoins spécifiques des femmes ;



Distribution de près de 4 200 foyers améliorés aux populations pour faire face au changement climatique



La protection de la biodiversité, la faune et la flore et de plus 300 éléphants renforcée grâce à la mise en place de près 612 000 hectares pare-feu et de plus de 366 000 hectares de forêts et de pâturages protégés

«Le village Mboya Kouroumba, fondé en 1925 par les Soninkés et peuplé principalement d'agriculteurs et d'éleveurs, a subi des années de dégradation de ses conditions de vie en raison des changements climatiques, avec une réduction significative du cheptel et des productions agricoles, entraînant une augmentation de la pauvreté, de la déscolarisation et de l'émigration clandestine. Cependant, grâce au projet Weletaare lancé en décembre 2021 et financé par le

Fonds Climat Mali, coordonné par l'UNESCO et mis en œuvre par l'ONG ADG, des améliorations significatives ont été apportées. Le projet a permis d'améliorer l'accès à l'eau potable, d'augmenter la production agricole grâce à la construction d'une mini-ferme équipée d'un forage, et de renforcer la sécurité alimentaire et la cohésion sociale. Le chef du village souligne que ce projet a joué un rôle crucial dans la stabilisation de la population, en particulier des jeunes.»

Utilisation des énergies nouvelles et renouvelables



Les Nations Unies ont mené une série d'initiatives en 2023 dans le but d'impulser une nouvelle dynamique au secteur et accélérer l'accès aux énergies renouvelables des populations.

Pour atténuer les risques des investissements du secteur privé, le SNU a développé un modèle basé sur le principe de réduire les risques pour les secteurs à travers des outils des politiques publiques. L'étude « Derisking Renewable Energy Investment » a été réalisée, son plan d'Action National et ses résultats ont été présentés et validés et son appropriation nationale est en cours. Les Nations Unies ont également soutenu la santé numérique avec les

dispositifs solaires touchant 12 centres de santé (CSCOM, CSREF) et permettant d'enregistrer la prise en charge de plus de 108 000 bénéficiaires directs dont plus de 55 000 femmes et 4 000 enfants de moins de 5 ans. Des efforts d'installation des ouvrages solaires dans les communautés ont permis à 200 villages de bénéficier en 2023 d'installations d'énergie propre, soit 55 villages supplémentaires qu'en 2022. Ce qui a augmenté les revenus et amélioré les conditions de vie de plus 12 700 personnes grâce à des activités économiques facilitées par la mise à disposition de sources d'énergie à moindre coût.

Préparation et réponse aux situations d'urgence



Les Nations Unies ont poursuivi leurs efforts de renforcement du système national de préparation et de réponse aux situations d'urgence, en apportant un soutien technique et financier au Gouvernement du Mali. Ce qui a permis d'améliorer la planification humanitaire aux niveaux national et régional. En effet, un plan national de préparation et de réponse aux inondations a été élaboré, avec des plans spécifiques pour chacune des régions les plus à risque du pays.

En outre, avec le soutien des Nations Unies, 10 régions en crise disposent de stocks

d'urgence et de comités de gestion de crise opérationnels et de plans d'urgence annuels. Ce qui permet d'assurer une meilleure coordination et une meilleure gestion des chocs et des crises humanitaires. Avec l'appui du SNU, le gouvernement dispose également de l'expertise techniques, notamment par la formation de 25 cadres issus de 8 ministères, de 464 acteurs nationaux et locaux formés et équipés pour l'analyse de la vulnérabilité et des risques et de l'existence d'une base de données pour le service sociale de la Protection Civile et la digitalisation du formulaire harmonisé des 21 aléas.

Principaux défis

Les incidents de sécurité entravent les activités dans certaines zones

Le déplacement en masse des populations suite aux attaques met la pression sur les infrastructures et les services sociaux de base et créant aussi de nouveaux besoins en abris dans la région d'accueil

Difficultés dans la mobilisation des ressources dans le contexte actuel du pays





Effet 3.1 : D'ici 2024, les populations vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les adolescents et les jeunes, ont un accès plus équitable aux services sociaux de base de qualité, en fonction de leurs besoins spécifiques par âge et par sexe, y compris en situation humanitaire

Effet 3.2 : D'ici 2024, les personnes vulnérables ont un accès amélioré aux services de protection sociale, y compris en contexte humanitaire.

Quelques résultats clés



Plus de 7 412 000 enfants de moins de 5 ans vaccinés contre la polio conduisant ainsi à la validation de l'élimination de la maladie dans tout le pays.



Plus de 4 798 000 enfants de 6 à 59 mois ont été supplémentés en vitamine A.



164 222 enfants souffrant de malnutrition aigüe sévère ont été admis dans un centre de santé pour traitement, avec un taux de guérison de plus de 94%.



Enregistrement de plus de 322 200 utilisateurs et utilisatrices additionnelles de méthodes contraceptives modernes soit plus de 7% de plus qu'en 2022.



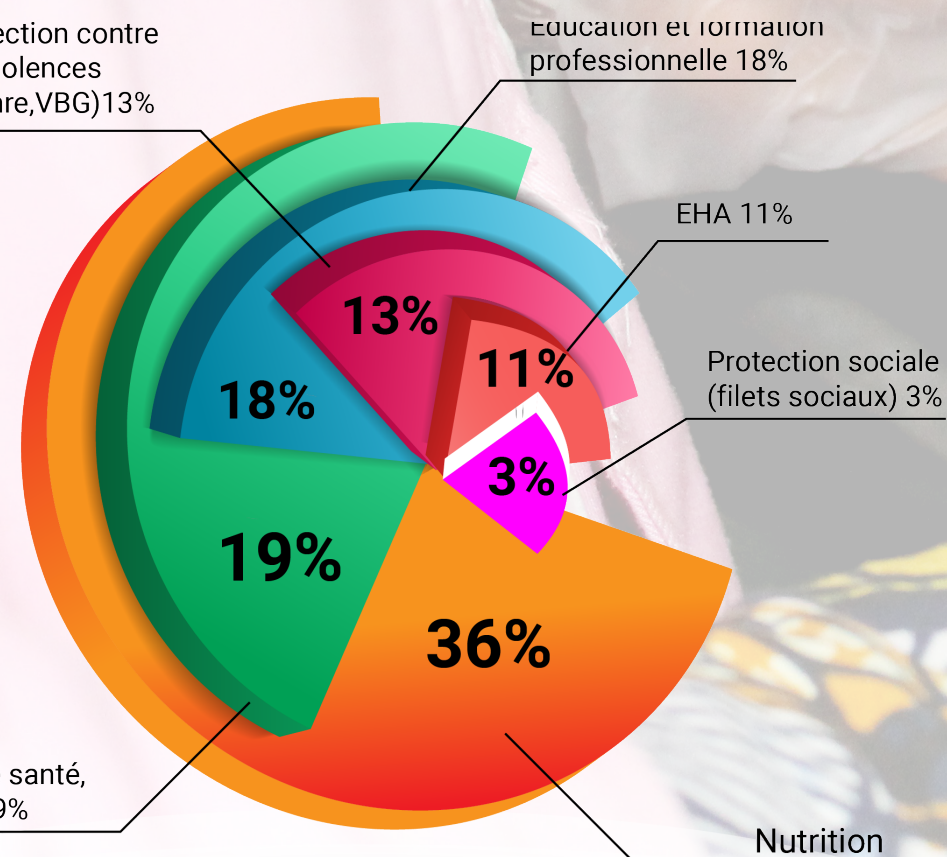
193 700 enfants déscolarisés ou non scolarisés dont plus de 89 000 filles et près de 166 400 en situation humanitaire ont bénéficié d'un enseignement préscolaire et fondamental 1 et 2.



Plus de 16 900 ménages ont bénéficié d'installations d'eau potable sûres et durables, dont près de 71 000 personnes en situation humanitaire.



Plus de 194 500 élèves dont 48% de filles ont bénéficié des programmes d'alimentation scolaire.



Renforcement du système de santé



Au Mali, la situation sanitaire est en constante amélioration. Depuis 2012, les principaux indicateurs de mortalité des enfants sont en baisse. Les taux d'accès aux infrastructures de santé dans un rayon de 5 km sont en augmentation. Malgré cette amélioration, la couverture sanitaire s'avère insuffisante pour permettre une offre de soins de proximité accessible, surtout dans les zones péri-urbaines, rurales et de forte insécurité. Cela s'explique par l'insuffisance d'infrastructures et de personnels qualifiés, et par une demande de soins souvent ralentie par la persistance des pesanteurs socio-culturelles.

Dans sa dynamique d'assurer une couverture et des soins de santé adéquats à la population, le Gouvernement du Mali a poursuivi ses efforts à travers la mise en œuvre de réformes et stratégies idoines, telles que (i) la gratuité de la prise en charge du paludisme chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes, de la césarienne et des intrants

de prise en charge de la malnutrition aiguë ; et (ii) l'extension de la couverture sanitaire, notamment par le développement et l'opérationnalisation des Centres de santé communautaire (CSCOM).

Les efforts des Nations-Unies au Mali ont permis aux centres de santé d'offrir des services de soins améliorés. Ainsi, 76% de nouveau-nés et 73% de femmes nouvellement accouchées ont bénéficié de soins postnatals, plus de 696 300 enfants de 0-11 mois ont été vaccinés au Penta 3, soit près de 93% de couverture et plus de 322 000 enfants contre la rougeole. Dans le cadre de la lutte contre la polio pour les enfants de moins de 5 ans, plus de 7 412 000 ont été vaccinés durant les premières campagnes de vaccination et près de 7 261 000 lors de la seconde campagne de vaccination, conduisant ainsi à la validation de l'élimination du tétanos néonatal et maternel dans les régions du nord du Mali, complétant ainsi l'élimination de la maladie dans tout le pays. De plus, 12 nouveaux centres de

santé ont bénéficié d'équipements informatiques et/ou de dispositif de santé numérique et de l'énergie solaire, améliorant ainsi l'accès aux soins de qualité à plus de 107 000 personnes supplémentaires dont plus de 54 600 femmes. Plusieurs documents stratégiques sur le secteur de la santé ont été élaborés, notamment le plan stratégique de lutte contre le paludisme 2023-2027, le manuel national révisé de mise en œuvre de la chimio prévention couplée au paquet communautaire intégré /PCIME, le manuel de formation sur l'approche « communauté amie des enfants », les documents sur les soins essentiels au nouveau-né (SENN), les outils de collecte et autres documents harmonisés et adaptés aux directives de l'OMS sur les Soins Après Avortement (SAA).

Ces résultats ont été obtenus grâce au renforcement des capacités du personnel de santé dont 3 780 cette année (plus de 1 800 femmes), à l'amélioration des infrastructures de santé et du plateau technique, à la fourniture des intrants médicaux, de matériels roulant

et solaire couvrant cette année 1 702 centres de santé. En ce qui concerne la santé de la reproduction, la fourniture de services a été améliorée avec le déploiement de 203 sage-femmes, le renforcement technique de 45 prestataires dont 20 sage-femmes formées en DMU/SONU/VBG et 25 autres prestataires formés en technologie contraceptive y compris DMPA-SC. Aussi, 36 Femmes porteuses de fistule ont été prises en charge en 2023 complétant alors à 376 le nombre de cas pris en charge avec le soutien des Nations Unies. En outre, près de 60 000 jeunes ont été sensibilisés sur la Santé de la Reproduction et 74% des points de prestations de santé de la reproduction n'ont pas connu de rupture de produits contraceptifs. Cela a permis d'enregistrer plus de 322 200 utilisateurs et utilisatrices additionnelles de méthodes contraceptives modernes, soit 7% de plus qu'en 2022.

La lutte contre la COVID-19 et le renforcement des capacités du système de santé malien en général s'est poursuivie en 2023, couvrant la construction des sept (7) cliniques modulaires et équipées dans les régions de Ménaka, Douentza, Bandiagara, San, Bougouni, Koulikoro et Niolo du Sahel ainsi que d'un laboratoire P-2 équipé à Bamako et la livraison et l'installation des chambres froides pour des laboratoires à Bamako et à Sévaré, y compris la formation du personnel concerné pour l'utilisation et l'entretien des équipements. Les centres de santé ont été couverts pour

faciliter l'accès aux soins après la crise de la COVID-19. C'est ainsi que six (06) centres de santé de référence (CSRef) ont bénéficié de renforcement en équipements informatiques et six (06) Centres de Santé Communautaire (CSCOM) ont bénéficié du dispositif de santé numérique et de l'énergie solaire. Ces efforts ont permis de toucher 107 195 bénéficiaires directs dont 54 669 femmes à travers la télémédecine, la digitalisation de tout le parcours de soins et le renforcement du système d'information sanitaire.



Prévention et lutte contre le VIH/Sida



Le Mali est classé dans la catégorie des pays à épidémie dite à VIH généralisée, mais à faible intensité. La prévalence dans la population âgée de 15 à 49 ans est de 0,9%, représentant un effectif total des personnes vivant avec le VIH de 120 000. En 2023, 5904 nouvelles infections au VIH ont été enregistrées, ainsi que 4192 décès liés au SIDA. L'offre de soins, bien que relativement correcte sur le plan de la répartition géographique (à l'exception des zones affectées par l'insécurité), ne progresse que très lentement.

La stratégie du Gouvernement de lutte contre le VIH repose sur l'utilisation de l'approche Fast Track 95-95-95 selon une réponse multisectorielle, associant les services de santé publics, le réseau des organisations de la société civile et pratiquement tous les secteurs concernés par la lutte contre la pandémie.

Les Nations Unies ont poursuivi les efforts de prévention et de lutte contre le VIH/Sida, en renforçant l'accès aux services adaptés aux besoins des bénéficiaires et de sensibiliser les personnes exposées. Ainsi, plus de 5 100 enfants malnutris sur un total de 5284 dans les régions de Ségou, Sikasso et Mopti ont été dépistés au VIH dans les URENI, près de 5 500 autres patients IST et 1 378 tuberculeux ont été également dépistés. Parmi ces patients dépistés, 457 ont été testés positifs au VIH, dont 456 mis sous traitement antirétroviral soit près de 100% de couverture. Plus de 65 prestataires de santé et membres des associations des Personnes Vivant avec le VIH (PVVIH) ont été formés sur le guide de l'alimentation des PVVIH pour renforcer leur connaissance sur les bonnes pratiques et l'utilisation des alimentations à haute valeur nutritive.

En matière de prévention de la transmission du VIH, des séances d'information et de sensibilisation ont permis à 15% de la population réfugiée et déplacée ainsi qu'à 15 groupements de jeunes, d'hommes et de femmes

de prendre connaissance des pratiques néfastes qui favorisent la propagation du VIH/Sida. Également, plus de 125 300 jeunes, dont 200 pairs éducateurs ont des capacités renforcées grâce à la sensibilisation et à la formation sur le VIH, le Sida et autres IST, à travers entre autres la campagne de promotion de l'application digitale « Hello Ado » qui propose des informations adaptées aux jeunes. Dans la région de Kayes, en milieu scolaire, 90 enseignants du fondamental et du secondaire ont les capacités requises pour la prévention des IST/VIH, grossesses non désirées et la promotion du genre. Toujours en matière de prévention, l'accès aux préservatifs est amélioré dans les centres de santé et les camps de réfugiés et de déplacés grâce à leur disponibilité adéquate. 208 prestataires de santé ont été formés dans les régions de Kayes, Mopti, Ségou et le district de Bamako sur la transmission mère enfant du VIH et la délégation de tâches.

La réponse stratégique au VIH/Sida a été renforcée par l'élaboration du nouveau Plan Stratégique National (PSN) de riposte au VIH 2022 -2026 décliné par région. Premier du genre, il adapte la riposte au VIH au contexte hétérogène des régions pour mieux réduire les inégalités d'accès aux services de prévention et de traitement du VIH.

Le cadre politique et institutionnel a également été renforcé pour la lutte contre le VIH/SIDA, notamment à Mopti, où la coordination régionale et la mobilisation de ressources locales ont été améliorées grâce à un engagement plus fort des autorités. En outre, la revue annuelle de la mise en œuvre de l'Initiative «Mopti Région Résiliente sans Sida, je m'engage», a montré une réduction du nombre de personnes dépistées et non mis sous traitement de 214 en 2021 à 62 en 2022 soit une progression de la mise sous traitement ARV de 71% en 2021 à 92% en 2022.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle



La malnutrition est un véritable problème de santé publique en République du Mali et constitue un grand défi. Suivant les données de l'Enquête SMART, la prévalence nationale de la malnutrition aiguë globale est estimée à 10,8% en 2022 chez les enfants de moins de 5 ans contre 12,4% en 2015 tandis que la malnutrition chronique (ou retard de croissance) a affecté plus de deux enfants sur dix, soit 21,9% en 2022 contre 29,3% en 2015.

Pour lutter contre la malnutrition, le Gouvernement a adopté en janvier 2013 la Politique Nationale de Nutrition (PNN) dont la vision est : « assurer le droit à une nutrition adéquate à la population malienne tout entière en vue de satisfaire son bien-être et garantir un développement national durable ». Le deuxième Plan d'Actions Multisectoriel de Nutrition (PAMN 2021-2025) est en cours d'exécution.

S'appuyant sur le plan d'action multisectoriel de la malnutrition, les Nations-Unies ont permis aux institutions, y compris les centres de santé, à l'échelle nationale et régionale, ainsi qu'aux communautés d'améliorer leurs capacités à prévenir et à lutter efficacement contre la malnutrition. Le dispositif de coordination des interventions contre la malnutrition a été amélioré au niveau institutionnel, grâce au renforcement des capacités de collecte, de traitement et d'analyse des données nutritionnelles, à travers une mise à disposition de matériels informatiques, bureautiques et roulant aux structures nationales et régionales. L'enquête SMART 2023 a également été réalisée, elle met à la disposition des acteurs de la nutrition des évidences factuelles qui renforcent la surveillance nutritionnelle au Mali.

En matière de prévention contre la malnutrition, les efforts du Gouvernement ont été soutenus, notamment pendant la Semaine d'Intensification des Activités de Nutrition (SIAN), et en routine. Ainsi, dans le cadre de la réponse aux carences en micronutriments, plus de 4 798 000 enfants de 6 à 59 mois ont été supplémentés

en vitamine A et plus de 4 302 000 enfants de 12-59 mois ont été déparasités. Au niveau communautaire, plus de 4 967 000 enfants de 6 à 59 mois ont été dépistés contre la malnutrition, par les membres de la communauté, formés grâce aux Nations Unies et à leurs partenaires. Spécifiquement dans les régions de Kayes, Mopti, Tombouctou, Gao et Ménaka, pendant la période de pré-soudure, les Nations Unies ont assisté plus de 23 900 personnes afin d'améliorer leur alimentation dans l'optique de l'atténuation des effets du changement climatique et près de 236 500 enfants de 6-23 mois ont bénéficié d'aliments enrichis avec du Super céréale et la farine enrichie. En outre, les programmes du cash transfert avec des bons d'échanges pour une valeur de 4 269 628 000 USD ont été alloués à près de 98 000 femmes enceintes et allaitantes.

En ce qui concerne la prise en charge de la malnutrition, 164 222 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ont été admis dans un centre de santé pour traitement, avec un taux de guérison de plus de 94% et un taux de décès de 0,5%. En matière de prise en charge de la malnutrition aiguë modérée, près de 140 700 enfants de 6-59 mois et environ 21 300 femmes enceintes et allaitantes ont été traités dans les formations sanitaires, avec un taux de guérison de 95%. Pour parvenir à ces résultats, les Nations Unies ont doté 1 705 structures sanitaires (Hôpitaux, CSRef et CSCom) intégrant le traitement de la malnutrition en intrants nutritionnels, médicaments essentiels, matériels et équipements, et formé leurs personnels.

En dépit des efforts du Gouvernement et de ses partenaires, notamment le SNU, la situation de la malnutrition demeure préoccupante. Les données de l'enquête SMART montrent clairement l'aggravation de la malnutrition dans toutes ses formes, le taux de malnutrition aiguë globale (MAG) est passé de 7,2 % en 2020 à 10,8 % en 2022 (dépassant les 10 %, seuil minimum préoccupant de l'OMS).



Education primaire, secondaire, supérieure et formation professionnelle.



L'éducation a toujours été l'une des grandes priorités des différents Gouvernements au Mali. Dans ce cadre, plusieurs réformes ont été initiées et mises en œuvre dont le Programme Décennal de Développement de l'Education et de la Formation Professionnelle » (PRODEC 2) 2019-2028 qui se fixe comme objectif d'assurer le droit des citoyens à une éducation et une formation de qualité à travers un système éducatif inclusif, mieux adapté, cohérent et fonctionnel.

Les indicateurs de l'éducation ont connu une amélioration constante depuis des décennies. Le taux brut de scolarisation a connu une hausse régulière de 69% en 2015 à 79.6% en 2022 (indice de parité de 0.9 en faveur des garçons). Sur la même période, le taux d'achèvement au primaire a progressé de 46 (42 pour les filles) à 54 % (53.20 % pour les filles). Malgré ces résultats positifs, l'inscription et le maintien des enfants à l'école, et particulièrement celui des filles, demeurent un enjeu. Au total, 2 127 155 enfants scolarisables au primaire et au secondaire ne seraient pas scolarisés - 38,2% hors du cycle enseignement primaire et 44,9% hors du cycle d'enseignement secondaire.

Le secteur de l'éducation a été fortement impacté par la crise sécuritaire de 2012 à 2023 conduisant à la fermeture de plusieurs écoles pour cause d'insécurité notamment au nord et centre du pays. Selon le Cluster Education Mali le nombre d'écoles fermées est passé de 1 113 à 1 726 de 2019 à 2022 affectant environ 517 800 enfants et plus de 10 000 enseignants (octobre 2022).

En 2023, les Nations Unies en partenariat avec les acteurs de l'éducation ont poursuivi leurs efforts pour appuyer le retour des services éducatifs et améliorer l'accès des enfants à l'école primaire, secondaire et à la formation professionnelle. L'appui des Nations Unies a touché plus de 1 900 écoles en 2023. Ce qui a permis de donner une formation continue à plus de 8 000 enseignants dont 1360 femmes, près de 30% d'enseignants de plus qu'en 2022, de faire bénéficier un enseignement et un apprentissage préscolaire, Fondamental 1 et 2 à près de 93 700 enfants déscolarisés ou non scolarisés dont plus de 89 000 filles et près de 166 400 en situation humanitaire, ce qui représente près de 25 000 enfants de plus qu'en 2022.



Assetou Diakité, enseignante à Ségou, exprime sa joie d'accompagner les enfants déplacés internes dans leur parcours scolaire. Initialement inquiète à l'idée de prendre en charge ces enfants arrivés en raison de la crise dans le nord du pays, elle a rapidement surmonté ses appréhensions grâce à une formation visant à faciliter leur intégration scolaire. Avec l'aide de 143 autres enseignants de la région, elle a contribué à améliorer les capacités d'accueil des établissements, notamment en distribuant des kits scolaires et en construisant des espaces temporaires d'apprentissage. Ces initiatives, mises en œuvre par l'UNICEF et ses partenaires grâce à un projet financé par l'Union européenne, ont permis d'assister plus de 19 500 enfants, dont 3 732 déplacés internes. Assetou a su reconnaître les signes de traumatisme chez ces enfants et les accompagner avec patience et attention, comme l'illustre le cas de Fatima, qui a réussi à s'intégrer pleinement à l'école grâce à son soutien. Cette réussite témoigne de l'engagement en faveur d'une éducation de qualité et d'un environnement protecteur pour chaque enfant.

Quelques résultats clés



Plus de 194 500 élèves dont 48% de filles ont bénéficié des programmes d'alimentation scolaire mis en œuvre par les Nations Unies, soit 20% de plus qu'en 2022



Plus de 388 000 élèves du primaire, dont 47% de filles ont bénéficié de kits pour améliorer la qualité de leur enseignement.



Plus de 14 000 adolescents non scolarisés dont plus de 6 000 filles ont accédé à l'école secondaire



3 972 migrants Maliens de retour ont bénéficié d'une formation professionnelle en métiers afin de démarrer une activité économique.



Amélioration des conditions d'étude de près 4 000 enfants du secondaire dont près de 2 000 filles grâce à des installations WASH dans leurs écoles.



Près de 400 jeunes dont 190 femmes, renforcés sur les activités génératrices de revenus en vue de favoriser leur insertion.

En ce qui concerne l'Eau potable, l'Hygiène et l'Assainissement, l'ambition du gouvernement du Mali vise à assurer le droit fondamental d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Entre 2018 et 2022, le taux d'accès à l'eau potable de façon équitable et durable s'est amélioré à tous les niveaux. Au niveau national, il est passé de 69% à 72%, soit une augmentation de 3 points de pourcentage.

Les Nations Unies ont appuyé le gouvernement au niveau institutionnel, par l'élaboration et la mise à disposition du plan stratégique 2023-2027 sur l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement dans les établissements de santé. Cet outil d'amélioration du WASH en milieu de soins (version 2) est adapté au contexte national, et 40 personnes ont été formées sur son utilisation afin de favoriser par la suite la réplique de la formation aux niveaux régional et national. Grâce aux efforts conjugués des Nations-Unies, l'accès durable à l'eau potable et à l'assainissement a été promu dans les communautés, les écoles et les centres de santé à travers la réhabilitation et la réalisation cette année de près de 300 points d'eau dans les communautés, permettant ainsi à plus de 16 900 ménages de bénéficier d'installations d'eau potable sûres et durables, dont près de 71000 personnes en situation humanitaire. Quant à l'accès aux installations d'eau temporaire, près de 82000 personnes en situation humanitaire en ont bénéficié, dont plus

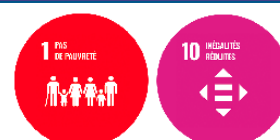
de 8 000 personnes vivant avec un handicap.

En matière d'assainissement, les Nations Unies ont construit des latrines et fait adopter les bonnes pratiques hygiéniques dans 181 villages, permettant à près de 172 500 personnes de vivre dans des environnements mieux assainis et d'obtenir la certification Fin de la Défécation à l'Air Libre (FDAL). Ensuite, le SNU a permis à 425 ménages déplacés internes et 767 ménages réfugiés, dans les cercles d'Ansongo, Mopti, Tominian et Gourma-Rharous de vivre dans les meilleures conditions d'hygiène grâce à la fourniture des kits WASH.

Au niveau des écoles, le soutien des Nations Unies a permis d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et enseignants de 68 écoles grâce à la réalisation d'infrastructures d'eau, d'hygiène et d'assainissement, à des activités de renforcement des capacités et de promotion de l'hygiène, y compris l'hygiène menstruelle. En outre, le SNU a équipé les services de santé (cliniques, hôpitaux, etc.) d'installation d'eau, d'hygiène et d'assainissement, améliorant ainsi les conditions de travail du personnel sanitaire et le service à la population dans 42 centres de santé en 2023.



Protection sociale : sécurité sociale et filets sociaux



L'analyse de la pauvreté monétaire révèle que le taux de pauvreté affiche une baisse régulière de 47,2 % en 2015 à 41,9 % en 2020. Cependant, elle affiche une hausse en se situant à 44,6 % en 2021 puis à 45,5 % en 2022, soit d'environ 1 point de pourcentage. Au regard des hausses récentes, il sera très difficile pour le Mali d'atteindre la cible de 23.7% en 2030 (ODD1), d'autant plus que des chocs tels que le conflit armé et la COVID-19 ont appauvri une frange importante de la population.

Pour soutenir cet effort du Gouvernement et réduire l'impact des chocs sur les populations et particulièrement celles pauvres et vulnérables,

les Nations Unies ont mis en place des initiatives de transferts sociaux d'envergure pour soutenir et assister les ménages vulnérables, les femmes enceintes et allaitantes, les enfants, les réfugiés et déplacés internes. Ce qui a permis en 2023 de couvrir 509 622 ménages vulnérables par les transferts sociaux (filets sociaux) soit plus de 3 000 000 d'individus. Ce qui fait plus de 42 000 ménages supplémentaires par rapport à l'année dernière. Parmi les initiatives soutenues par les Nations Unies figure aussi l'assistance aux personnes affectées par les situations humanitaires pour répondre aux besoins essentiels touchant plus de 1 439 900 personnes en 2023.

Quelques résultats clés



5 300 ménages (31 800 individus) ont reçu une aide pour éviter que les filles n'abandonnent pas l'école en raison de l'exposition aux chocs économiques et aux chocs liés aux conflits



1 063 enfants ont pu achever l'année scolaire grâce aux transferts monétaires



14 573 personnes dont 1 722 jeunes et de 8 040 femmes ont amélioré leur inclusivité financière avec le soutien des Nations Unies



Près de 2 500 femmes mènent des activités de transformation de produits locaux et d'aviculture grâce aux plateformes multifonctionnelles solaires

Bien qu'il n'existe pas de données récentes permettant de caractériser de manière pertinente les violences faites aux femmes et aux filles, tous s'accordent qu'elles persistent au Mali, à des niveaux élevés. Selon l'Enquête Démographique et de Santé du Mali de 2018, 54 % des femmes âgées de 20 à 24 ans ont été mariées avant d'atteindre l'âge de 18 ans, et 16 % l'ont été avant l'âge de 15 ans. Bien que ces taux aient baissé par rapport à 2012 (respectivement 59,6% et 22,8%), l'âge d'entrée en union des femmes reste précoce. La même enquête a montré qu'à l'échelle nationale, 87 % des filles et des femmes âgées de 15 à 49 ans avaient subi un type de Mutilations Génitales Féminines (MGF), taux qui est malheureusement élevé malgré la baisse depuis 2012 (91%).

Pour réduire ces phénomènes, les Nations-Unies ont déployé des programmes de renforcement des systèmes et des capacités des services de protection, pour une meilleure prise en charge holistique des personnes victimes de violences physiques et/ou sexuelles dont les VBG, y compris en situation humanitaire.

Ainsi, grâce au soutien des Nations-Unies, plus de 187 400 adolescentes touchées par des sessions de sensibilisation adoptent des comportements parentaux positifs et soutiennent des normes qui protègent les enfants, notamment en empêchant les mariages d'enfants. Dans ce même cadre de prévention contre les violences, plus de 165 600 personnes (49 683 filles, 48 027 femmes) ont participé à des discussions interactives sur l'égalité des sexes et sur les mesures à prendre pour mettre fin à la violence contre les enfants. En collaboration avec des partenaires communautaires, les Nations-Unies ont contribué à la mise en œuvre du système national de gestion des cas pour répondre à la violence contre les enfants. Le renforcement des capacités et le déploiement de responsables de la gestion des cas, ainsi que l'encadrement des travailleurs communautaires, ont permis à 5 940 adolescents survivants de violences (3 730 filles) de bénéficier de services de protection complets. Également, 15 One stop centers sont fonctionnels, couvrant ainsi 80% du territoire, ce qui facilite la prise en charge psychosociale et la réinsertion des victimes de VBG. Ainsi, près de 16 000 survivants de VBG ont été identifiés, leurs cas ont été documentés, puis ont bénéficié de prise en charge, y compris dans les zones en situation humanitaire.

En situations d'urgence, près de 46000 personnes (17 756 filles et 9519 femmes) ont bénéficié d'intervention de prévention et de réponse à la violence liée au sexe et plus de 29 000 adolescents (13 877 filles) ont bénéficié d'une prise en charge psychosociale.

L'autonomisation économique des femmes étant un catalyseur pour leur protection contre les violences, y compris les violences basées sur le genre, 140 sociétés coopératives regroupant 432 personnes dont 360

femmes disposent désormais des compétences sur la gestion efficace des coopératives, le leadership féminin et la cohésion sociale. Quant aux activités HIMO (haute intensité de main d'œuvre), 2 315 personnes, dont 1280 femmes et 1959 jeunes, en ont bénéficié. Ces activités ont contribué à la revitalisation de l'économie locale. Par ailleurs, pour une réintégration durable, 3035 migrants Maliens de retour ont bénéficié de l'assistance psychosociale, facilitant ainsi leur réintégration dans leur communauté d'origine.

En matière de prévention des violences et pratiques néfastes les efforts conjugués des Nations Unies et du gouvernement Malien ont permis de renforcer 311 personnes, dont 155 acteurs de l'éducation, 111 agents de santé, 45 jeunes membres des associations de jeune sur le concept genre, les violences basées sur le genre, la Masculinité Positive et la Santé de la Reproduction. Ces différents renforcements de capacité ont permis l'élaboration de plan de travail qui inclut des activités de sensibilisation d'information au sein des communautés. 300 personnes, dont 150 femmes membres du RECOTRADE des six communes du District de Bamako, 200 femmes leaders, 250 femmes et hommes de médias (journalistes, animateurs et bloggeurs), 70 points focaux VBG dont 30 femmes, ont bénéficié des activités de sensibilisation et des renforcements de capacité sur le concept genre, les VBG, la masculinité positive.

Le forum national de la jeunesse du Mali, sur les violences basées sur le genre à Ségou a vu la participation de plus de 200 jeunes dont 120 filles, a permis entre autres, de faire un état des lieux des violences basées sur le genre (VBG) particulièrement en milieu scolaire et universitaire au Mali.

Principaux défis :

- La difficulté de coordination entre les acteurs intervenant dans les mêmes zones, limitant l'efficacité et surtout l'efficience des projets.
- L'insuffisance dans la collecte et l'analyse des données, principalement sur la situation des enfants et des personnes vivant dans des contextes humanitaires.
- La sous-budgétisation des activités en faveur des adolescents, surtout dans le domaine de l'éducation, limite les actions en faveur de cette frange de la population.
- L'augmentation d'autres types de vulnérabilités (enfants PDI, talibés, orphelins, enfants survivants de VBG) qui ne sont pas prises en compte dans le plan de travail annuel.

En 2023 l'équipe de pays des nations Unies au Mali a fait des avancées dans le domaine de la protection des couches vulnérables que sont les femmes, les enfants, les personnes vivant avec un handicap, les albinismes, les personnes vivant avec le VIH/SIDA mais aussi les personnes réfugiées, les migrants, les rapatriés et les apatrides.

Plusieurs initiatives ont été mises en place pour la protection des femmes et filles contre les violences. Des vastes programmes de sensibilisation, de formation et d'éducation ont été réalisés pour inciter les populations à une transformation de normes sociales et une élimination des pratiques néfastes à l'égard des femmes et filles. Des mesures concrètes ont été engagées comme la construction des One Stop Center qui mettent à la disposition des femmes survivantes de VBG une prise en charge holistique (médicale, psychologique, judiciaire, financière...). En plus du soutien à la stratégie élaborée par le Programme National d'Abandon des Violences Basées sur le Genre

au Mali (PNVBG) sous la tutelle du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF), les efforts du SNU ont également permis l'intégration dans le code pénal et le code de procédure pénale la partie répressive contre les VBG.

Aussi, les Nations Unies ont mis en place des initiatives de transferts sociaux d'envergure pour soutenir les familles vulnérables, les femmes allaitantes, les réfugiés et déplacés internes. Parmi les initiatives soutenues par les Nations Unies figure l'atténuation des chocs liés aux conflits, ce qui a permis à des ménages dirigés par des femmes de recevoir une aide, de réduire leur exposition aux chocs économiques à travers la mise en place d'Activités Génératrices de Revenus (AGR), des actions de prévention et protection sociale pour la nutrition.

Les Nations Unies ont soutenu d'autres mesures similaires afin d'améliorer les conditions de vie des réfugiés, des personnes apatrides et migrants en détresse, d'augmenter l'accès aux services sociaux de



Près 72300 femmes et jeunes obtiennent 143.5 hectares de terre pour leur autonomisation grâce à la renégociation des Nations Unies.



100 femmes composées de personnes vivant avec un handicap, VIH/Sida, des personnes de petite taille et les personnes vivant avec albinisme ont été dotées en matériels de travail et installées à leur propre compte après leur formation.



Environ 1200 personnes dont 110 femmes ont été touchées par les campagnes de sensibilisation Leave No one Behind.

2.3. Partenariats et financement du Programme 2030

La mobilisation des partenariats a été fortement affectée par le contexte géopolitique national et sous régional et marquée par le retrait de la MINUSMA et l'attentisme de certains donateurs dans les décaissements et le retrait d'autres. Ainsi, bien que la constitution de la quatrième République ait été votée et promulguée le 22 juillet 2023, le chronogramme initial des différents scrutins (présidentiels, législatifs, régionaux et locaux) a connu un réaménagement et un report desdits scrutins.

Ainsi, ce contexte géopolitique national et sous régional a contribué à la décision de certains partenaires de suspendre l'utilisation de leurs fonds, voire leurs accords de partenariat avec le gouvernement du Mali, affectant ainsi à plusieurs niveaux les interventions du Système des Nations Unies alors que les besoins humanitaires croissent.

En effet, pour l'année 2023, le nombre de personnes dans le besoin est passé de 7,5 millions en janvier 2022 à 8,8 millions en janvier 2023, soit une hausse de 17% entre 2022 et 2023, illustrant cet accroissement des besoins humanitaires. Le nombre de personnes affectées par la crise s'élève à 10, 8 millions et le nombre total de personnes déplacées internes s'élève à 391.961 (PDI), soit 93.925 ménages.

Toutefois, seulement 2,8 millions de personnes ont été assistées par les partenaires humanitaires. Le taux de mobilisation était de 30% du financement recherché à travers le plan de réponse pour un montant de près de 228 millions de dollars.

Cependant, le dialogue avec le gouvernement a été constant tout au long de l'année avec une importante réunion du Comité national conjoint de pilotage de l'UNSDCF en décembre 2023.

Dans l'optique de renforcer les capacités de mobilisation des ressources pour la réalisation de l'agenda 2030,

le gouvernement avec le soutien du SNU a poursuivi les efforts pour la mise en place du cadre national de financement intégré. L'étude d'évaluation du financement du développement a été achevée et un document provisoire de stratégie nationale de financement intégré a été élaboré.

Avec le départ de la MINUSMA, un Multi Partners Trust Funds (MPTFO) a été mis en place en 2023. Cet instrument de financement, disponible dans chaque pays, qui permet de mettre en commun, de consolider et d'exploiter les financements et l'action coordonnée des NU au niveau national pour faire progresser le cadre de coopération est encore non opérationnel.

L'essentiel du financement des activités 2023 de l'UNSDCF a été obtenu à travers les partenariats traditionnels de donateurs multilatéraux et bilatéraux tels que :

- Les partenaires bilatéraux et multilatéraux comme l'Allemagne, le Canada, la Suède, le Danemark, l'Espagne, la Commission Européenne et le Gouvernement du Mali ;
- Les instruments financiers comme le Fonds pour la consolidation de la Paix (PBF - Peace Building Fund), Le Fonds Climat Mali, le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce, le Fonds fiduciaire administré par le Programme alimentaire mondial
- Les Agences Fonds et Programmes des Nations Unies comme l'UNICEF et le FIDA

L'équipe pays est restée engagée au Mali dans les cadres de concertation des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) comprenant le Groupe Exécutif de Coopération (GEC), le Groupe des Ambassadeurs (GA), les Groupes Thématiques et les Groupes de Dialogue. Les partenariats assez fructueux avec le Gouvernement, les collectivités territoriales, la société civile, et le secteur privé au Mali sont aussi à relever au cours de l'année.

2.4. Unis dans l'action : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies

L'équipe pays a consolidé en 2023 les acquis de la réforme du Système des Nations Unies pour le développement à travers le renforcement du dynamisme dans la coordination et la synergie de l'action des Nations Unies au Mali. La réforme des Nations Unies a donné ainsi plus de consistance et de réalité à l'approche du Delivering As One dans la programmation conjointe, la mise en œuvre, le suivi et le reporting du cadre de coopération et le dialogue avec le gouvernement et les partenaires nationaux en parlant d'une même voix sur les grandes questions de développement durable au Mali. Les membres de l'équipe pays ont construit des synergies et mutualisé leurs capacités sur le terrain en développant et en mettant en œuvre des initiatives et des programmes conjoints.

Conformément au cadre de gestion et de responsabilité (MAF), l'Equipe pays et le Coordonnateur Résident ont assuré leurs divers rôles et responsabilités notamment dans la mobilisation des ressources et partenariat et le renforcement de la cohésion

et de la cohérence au sein de l'Equipe pays. L'interaction renforcée entre l'UNCT, le Programme Management Team (PMT), le GTSE, l'OMT, les groupes de résultats et les divers groupes thématiques ont apporté une plus-value dans la qualité des livrables.

L'équipe pays a optimisé le programme d'efficience à travers le soutien aux opérations communes par la poursuite de l'exécution du BOS2.0 et l'extension des locaux communs en 2023. En effet, l'utilisation d'une maison des Nations Unies à Bamako ainsi que des bureaux communs dans les régions a permis de réaliser des économies de coût et de renforcer la cohésion, le travail d'équipe inter agences. Le BOS a aidé à optimiser les ressources en tenant compte des indicateurs de performance établis.

2.5. Évaluations et leçons apprises

Le Cadre de Coopération pour le Développement Durable (UNSDCF) au Mali, couvrant la période 2020-2024, arrive à termes en décembre 2024. Son évaluation finale en 2023 a mis en évidence un niveau de pertinence, de cohérence, de droits de l'homme très satisfaisant, un niveau d'efficacité, d'efficience, de durabilité, de genre et de coordination satisfaisant. Par contre le niveau de performance sur les progrès vers l'impact est modérément satisfaisant.

Au titre des leçons apprises, l'évaluation a relevé que : i) le suivi-évaluation et la communication des résultats, tout en tirant parti des partenariats existants et une sensibilisation continue, peuvent

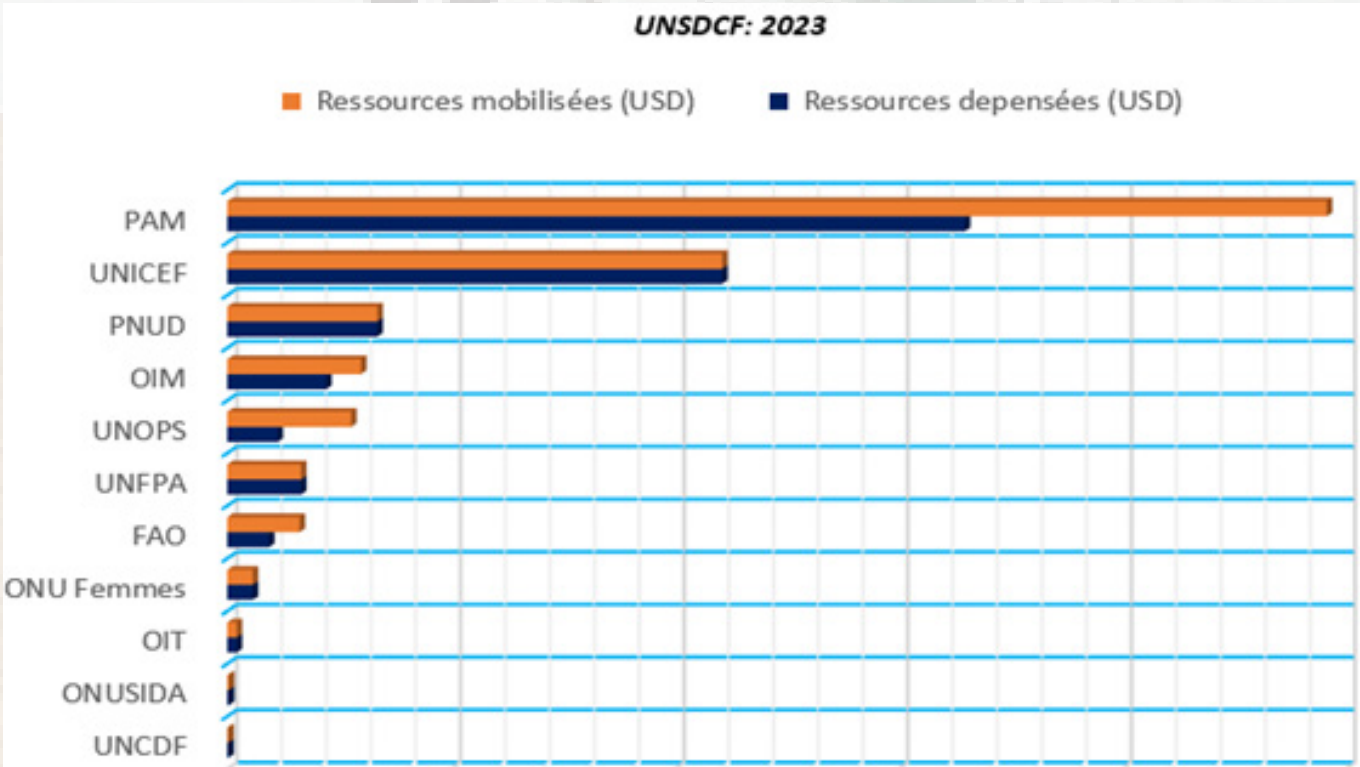
avoir un impact positif sur la mobilisation des ressources tout en garantissant la réalisation des résultats ; ii) la programmation conjointe s'est avérée être un instrument efficace de mobilisation des ressources qui démontre que le SNU tire parti des ressources supplémentaires, en remédiant aux doubles emplois et en sollicitant un plus grand soutien de la part du Gouvernement, des PTFs et d'autres acteurs de développement ; iii) le caractère ambitieux des ODDs et le faible niveau des financements pour y faire face impliquent un plus grand engagement des acteurs nationaux, internationaux, publics, aussi bien que privés.



2.6. Aperçu financier et mobilisation des ressources

Le budget prévisionnel en 2023 s'élevait à \$ 555 891 462 sur lesquels \$ 488 951 585 ont été mobilisés, soit 88% de taux de mobilisation. Les montants dépensés se chiffrent à \$ 376 905 833 pour un taux d'exécution de 77%.

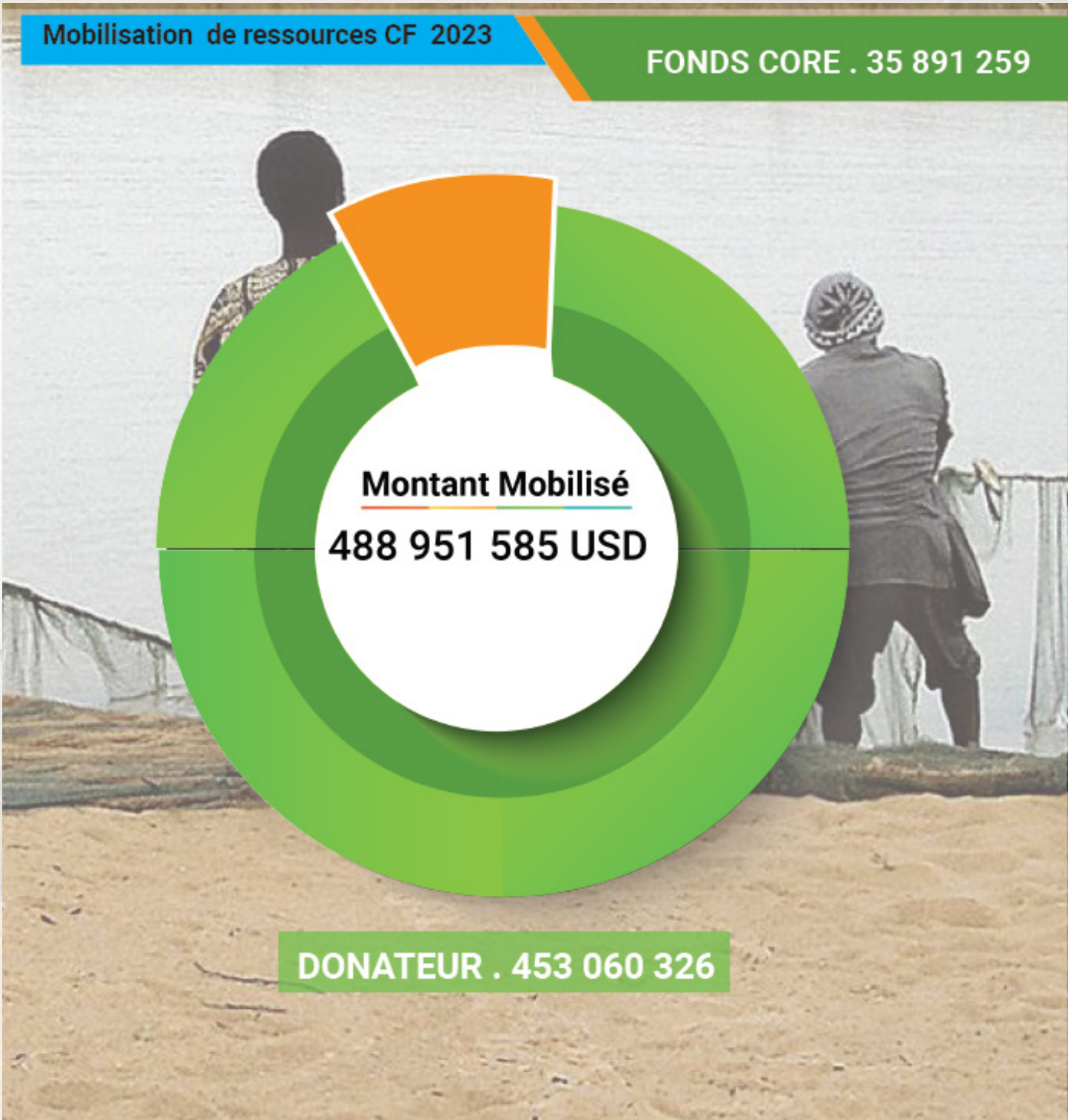
Agences	Budget Prévu (USD)	Ressources mobilisées (USD)	Ressources dépensées (USD)
FAO	13 098 550	16 203 653	9 371 689
ONUSIDA	481 088	387 088	358 382
ONU Femmes	256 980	5 738 912	5 738 912
UNICEF	129 605 540	110 663 511	110 660 083
OIT	2 154 151	2 154 151	2 154 151
UNFPA	13 000 000	16 520 189	16 520 189
PAM	307 061 522	245 840 229	164 945 609
UNOPS	27 723 262	27 723 262	11 278 079
PNUD	32 359 697	33 569 918	33 569 918
OIM	29 915 672	29 915 672	22 119 133
UNCDF	235 000	235 000	230 000
Total	555 891 462	488 951 585	376 905 833



2.6.1 Mobilisation des ressources et qualité des financements

Au titre des appels à financement pour l'année 2023, l'équipe pays a mobilisé des fonds de différentes sources de financements.

Les montant des contributions principales (donateur et fonds Core) se chiffrent à \$488 951 585 dont \$453 060 326 ont été apportés par les donateurs soit 93%.



PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES POUR L'ANNÉE À VENIR

Le cadre de coopération 2020-2024 arrivant dans sa dernière année en 2024, l'équipe pays vise à accélérer la mise en œuvre et la réalisation des résultats visés en mettant l'accent sur les indicateurs en retard. Cela implique des efforts de mobilisation des ressources financières dont le gap par rapport au montant global initial du CF est de 476,302,417 USD. Un accent sera également mis sur les domaines d'accélération des ODDs et principalement sur la sécurité alimentaire, l'éducation, le changement climatique et la résilience, l'emploi et la protection sociale, les énergies renouvelables et l'appui aux initiatives dans le secteur numérique. Les interventions à travers les plans de travail conjoints 2024 appuieront, entre autres, le renforcement du système judiciaire et pénitentiaire, le renforcement des capacités de lutte contre la corruption, l'appui aux processus électoraux et la participation des femmes, le genre et les VBG, la cohésion sociale, la prévention et la gestion de conflits, l'environnement et le changement climatique, le renforcement des capacités des forces de sécurité, le renforcement des chaînes de valeurs agro sylvo- pastorale, le renforcement des capacités de résilience des populations vulnérables, de l'offre et la qualité de soins, l'appui à la protection des enfants, à l'entrepreneuriat et l'insertion professionnelle des jeunes, le soutien au secteur de l'éducation, de l'eau, l'hygiène et l'assainissement et aux programmes de protection sociale. L'année 2024 sera aussi marqué par un travail de

repositionnement du SNU dans le contexte de pays après le départ de la MINUSMA en adressant principalement les impacts opérationnels liés à ce départ.

Le processus de formulation du nouveau Cadre de coopération 2025-2029 engagé en 2023 sera porté à achèvement au cours de l'année 2024.

Les principales actions à conduire par l'équipe pays au cours de l'année concerneront ainsi :

Achever la mise en œuvre de l'UNSDCF 2020-2024 en cherchant la réalisation d'un niveau d'atteinte des résultats satisfaisants ;

Finaliser le processus d'élaboration du CCA et de priorisation avec le gouvernement ;

Formuler le nouveau cycle du cadre de coopération 2025-2029 et conduire le processus de configuration de l'équipe de pays des Nations Unies ;

Achever le processus d'élaboration de la stratégie de mobilisation de ressources ;

Finaliser le plan d'action de l'UNCT pour l'inclusion et le handicap ;

Continuer à promouvoir la bonne gouvernance, l'état de droit et soutenir le gouvernement dans ses réformes institutionnelles et pour le déroulement pacifique du processus de transition en cours au Mali ;

Soutenir la dynamique de la transformation économique du pays et la rendre plus inclusive et durable ;

Accompagner le développement du capital humain et améliorer l'accès de la population aux services sociaux de bases.

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

PDI : Personnes déplacées internes	PSN : Plan Stratégique National
AIGE : Autorité Indépendante de Gestion des Élections	PAMN : Plan d'Actions Multisectoriel de Nutrition
RALE : Révision Annuelle des Listes Électorales	SIAN : Semaine d'Intensification des Activités de Nutrition
MATD : Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation	MAG : Malnutrition aigüe globale
DNP : la Direction nationale de la Population	PRODEC 2 : Programme Décennal de Développement de l'Éducation et de la Formation Professionnelle
CoFo : Commissions foncières	EHA : Eau, Hygiène et Assainissement
FDSM : Forces de défense et sécurité malienne	FDAL : Fin de la Défection à l'Air Libre
VBG : Violence Basée sur le genre	MINUSMA : Mission Multidimensionnelle intégrée des Nations Unies au Mali
MIDAS : Migration Information and Data Analysis System	PTF : Partenaires Techniques et Financiers
CF : Cooperation framework	MAF : Management and accountability framework
AGR : Activité génératrice de revenu	GEC : Groupe Exécutif de Coopération
ARMDS : Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de Service Public	GA : Groupe des Ambassadeurs
ONDD : l'Observatoire national du Dividende Démographique	PMT : Programme Management Team
CSCOM : Centre de santé communautaire	OMT : Operation management team
CSREF : Centre de santé de référence	BOS 2.0: Business operation strategy
PNVBG : Programme National d'Abandon des Violences Basées sur le Genre au Mali DMPA-SC.	CCA : Country Common Analysis
SENN : Soins essentiels au nouveau-né	GTSE : Groupe technique suivi-évaluation
SAA : Soins Après Avortement	

Liste des Autorités gouvernementales chargées de la coordination des programmes spécifiques des agences du SNU

Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale	Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtellerie et du Tourisme
Ministère de l'Economie et des Finances	Ministère de l'Industrie et du Commerce
Ministère de la Santé et du développement Social	Ministère chargé des Réformes institutionnelles et des Relations avec la Société civile
Ministère de la Justice et des Droits de l'homme, garde des Sceaux	Ministère de l'Agriculture
Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation	Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable
Ministre de la Sécurité et de la Protection civile	Ministère de l'Éducation nationale
Ministère de l'Énergie et de l'Eau	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique
Ministère de la Réconciliation, de la paix et de la cohésion nationale, chargé de l'Accord pour la paix et la Réconciliation Nationale	Ministère de l'Élevage et de la Pêche
Ministère de l'Industrie et du Commerce	Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
Ministère, de l'Urbanisme et de l'Habitat de l'aménagement du territoire et de la population	Ministère de L'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
Ministère des Transports et des Infrastructures	

*Contribution de l'Équipe Pays du Système des Nations Unies aux efforts de développement du Mali à travers les résultats du cadre de coopération (UNSDCF 2020-2024).
Période 2023*

© Bureau du Coordonnateur Résident des Nations Unies, 2024

Bureau du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Mali
Maison Commune des Nations Unies
Rue 39, Badalabougou Est, Bamako
PO Box 120
Bamako
Mali

mail : ngatte@un.org
Facebook : ONU au Mali
Twitter : @onu_mali
Web page : <https://mali.un.org/>



NATIONS UNIES
MALI

